

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 222. — 9 JANVIER 1965

VIETMINH : DIEN-BIEN-PHU

VIETCONG : BINH-GHIA



(Photo Keystone)

La diplomatie américaine au bout du rouleau

● (page 7)

**La politique des revenus :
une menace pour les salariés**

● (page 4)

Après les élections italiennes

(page 6)

Contre la politique néo-capitaliste en Bretagne

Un projet de plan d'action

Nous publions ci-dessous les extraits principaux d'un projet de programme d'action pour la Bretagne, élaboré par nos camarades des Côtes-du-Nord. Il est actuellement soumis à la discussion dans nos Fédérations de Bretagne.

Les causes politiques actuelles

Le régime gaulliste peut-il porter remède à la situation catastrophique, au retard des activités et des structures de la Bretagne, mortel dans une économie moderne ?

Nous affirmons, au contraire, que le régime actuel a fait des choix économiques et politiques fondamentaux qui non seulement interdisent à la Bretagne de combler son retard, mais encore contribuent à l'accentuer et risquent de faire de notre région une région cimetièrè.

1° Sur le plan économique :

Le gaullisme n'est que l'expression du néo-capitalisme. L'organisation du territoire imaginée par les technocrates du régime est dominée par le souci de la rentabilité, du profit pour les grandes entreprises et les banques qui les soutiennent, non par l'intérêt général et humain bien compris.

C'est ainsi que dans l'industrie, le néo-capitalisme gaulliste a choisi de développer les régions déjà surpeuplées au détriment des industries locales jugées non rentables dans une économie de profit, sans tenir aucun compte du désarroi et des souffrances ainsi infligés à des populations entières. (Exemples d'Hennebont et de Saint-Nazaire).

Allons plus loin, les industriels du bassin parisien, du Nord ou de l'Est ont intérêt à maintenir la Bretagne dans une situation économique sous-développée, car elle constitue alors pour eux un réservoir de main-d'œuvre à bon marché.

En agriculture, les intérêts bretons sont constamment sacrifiés à ceux des régions où les modes d'exploitation ont pris un caractère industriel et capitaliste. Les prix à la production sont calculés de façon à favoriser les gros exploitants du bassin parisien et du Nord qui dominent les

organisations professionnelles. Celles-ci, tenues en main par les notables, s'acharnent à défendre une unité factice qui masque les divergences profondes d'intérêts. Bien plus, par des formules d'intégration capitaliste (production porcine, aliments du bétail, aviculture, l'affaire Le Millinec, celle de Verne, sont, sur ce point, typiques) elles tentent d'exploiter la main-d'œuvre agricole, comme leurs confrères industriels exploitent la misère ouvrière.

Il n'est donc pas exagéré de dire que, sur le plan économique, la Bretagne est victime d'une exploitation de type colonial.

2° Sur le plan politique :

De Gaulle a fait choix d'une « politique de grandeur », à la fois ruineuse et inefficace, inspirée par un nationalisme anachronique.

Le régime actuel ne peut et ne veut pas consacrer à rattraper le retard des régions sous-équipées comme la nôtre les crédits indispensables, parce qu'il dépense des milliards pour la force de frappe, les réceptions somptueuses, les voyages à grand fracas, etc. Pour les grands investissements nécessaires, il faudrait une autre répartition des grandes masses budgétaires, c'est-à-dire une autre politique générale.

De même la Bretagne est victime de la politique européenne du régime gaulliste.

L'exclusion de la Grande-Bretagne du Marché Commun accentue le caractère excentrique de notre région et ferme à notre économie des débouchés importants.

Les rêves d'hégémonie française sur l'Europe des patries, paralysent la création des structures européennes supra-nationales. Ce n'est pourtant que dans un tel cadre que la Bretagne pourra s'épanouir. Une politique largement européenne nous serait bénéfique, à condition que les organismes supra-nationaux ne favorisent pas exclusivement les concentrations industrielles ou agricoles déjà existantes, de type capitaliste, mais l'engagent résolument dans la voie d'une politique communautaire régionale à l'échelle de l'Europe. La région pourrait devenir alors l'unité de base d'une véritable démocratie économique.

Conclusions

Ainsi la Bretagne n'a pas besoin seulement de crédits et d'une loi-programme. Elle a besoin, pour sortir de son marasme, de profondes réformes de structures. La Bretagne n'a rien à gagner à une victoire du gaullisme, elle a tout à y perdre.

Seule une solution qui s'attaque aux causes profondes du mal peut être efficace.

Il faut à la Bretagne :

1° Un plan d'inspiration socialiste qui fasse passer l'intérêt humain du travailleur avant la rentabilité du capital, qui assure à la France une économie équilibrée et non une concentration abusive dans certains secteurs et un désert dans d'autres.

2° Un plan démocratique, discuté à la base par les intéressés eux-mêmes et non décidé autoritairement par une équipe de technocrates au service du capitalisme ; un plan qui donne aux travailleurs droit de regard sur la gestion des entreprises.

3° Un plan régionalisé, qui permette à la Bretagne de combler son retard, d'utiliser à son profit les ressources humaines dont elle est riche, qui donne enfin à la région, unité économique réelle dans une économie moderne, toute la place à laquelle elle a droit.

Une nouvelle série du Courrier du P. S. U.

Le premier numéro de la nouvelle série du Courrier du P.S.U. paraîtra prochainement. Chaque numéro comprendra :

1) Le compte rendu sommaire des assemblées régulières du parti (Congrès, Conseils, C.P.N.) ;

2) Des informations sur les activités du parti (travail des comités, stages de formation, réunions régionales et fédérales, expériences et propositions diverses) ;

3) Une tribune de discussion ouverte aux motions des fédérations et des sections comme aux prises de position individuelles sur les problèmes internes du parti ; ses prises de position, l'application de sa ligne politique.

Afin que cette nouvelle formule donne satisfaction à tous, deux conditions préalables doivent être remplies :

1) Les membres du parti doivent s'abonner ou se réabonner ;

2) Ils doivent alimenter cette publication par des lettres, des textes susceptibles de prendre place dans la tribune de discussion.

Abonnements à adresser au Courrier du P.S.U. Rédaction : 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e). Administration : 5, bd Garibaldi, Paris (15^e). 10 F pour 10 numéros. CCP Paris 5826-65.

Pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne

Depuis début juin, Nicole Boyer et Gabrielle Hildenbrandt sont détenues à la prison de Barcelone avec des dizaines d'autres militants : grévistes, militants des syndicats clandestins, des organisations politiques ouvrières, des étudiants, des intellectuels.

Le Comité pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne, constitué à l'occasion de cette vague d'arrestations vient d'être informé que le juge a accepté la mise en liberté provisoire demandée par les avocats contre le dépôt d'une caution de 50.000 pesetas (5.000 F) pour chacune d'elles, plus les frais administratifs s'élevant à 10 p. 100 de ce montant.

Le Comité dénonce cette mesure du gouvernement franquiste qui vise à élever un obstacle insurmontable, à exercer un chantage contre la libération de ces deux militantes dont la police a déjà saisi tous les objets personnels.

Le Comité lance un appel à réunir ces sommes dans le plus bref délai. Il lance cet appel dans le cadre de la campagne de défense de l'ensemble des emprisonnés, pour les droits d'organisations syndicales et politiques, dans le cadre de l'action déjà entreprise et à laquelle participe un groupe d'avocats de différents pays : en France, M^{rs} de Felice, Stul, entre autres ; en Italie, M^{rs} L. Basso, L. Luzzato, B. Serra, N. Lombardi ; en Angleterre, M^{rs} Walker ; en Belgique, M^{rs} Lallemand et Somhausen, et plusieurs avocats en Algérie et en Espagne.

Le Comité appelle à participer à cette campagne qui, tout en permettant la mise en liberté de Nicole Boyer et Gabrielle Hildenbrandt, signifie une mobilisation de l'opinion publique pour la condamnation de telles méthodes, de tels emprisonnements.

Les fonds peuvent être envoyés à l'adresse du Comité : Mlle Santerne, 4 bis, rue du Bouloi, Paris (1^{er}). — (C.C.P. Paris 21-418-93).

Le Comité pour la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux en Espagne.

Note. — Nicole Boyer et Gabrielle Hildenbrandt, de nationalité française, âgées de 24 et 27 ans, étaient des militantes des organisations syndicales et politiques ouvrières et étudiantes en France. Elles appartiennent au Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste) d'Espagne. Elles sont accusées des délits de propagande et d'association illégale selon l'acte d'inculpation du 11 juin 1964.

Nécrologie

Quelques mois après son frère, père de notre camarade Raymond Bernheim de la 16^e Section, quelques semaines après sa sœur, notre camarade Fernande Everard, Marthe Louis-Levy vient de mourir.

A ceux, dont je suis, qui ont eu la joie de jouir de son amitié, comme de celle de Louis, qui fut vice-président de l'Internationale Socialiste et un des hommes qui connaissait le mieux le mouvement ouvrier dans le monde entier, cette disparition cause un grand chagrin. Le P.S.U. tout entier s'incline devant le souvenir de cette militante exemplaire qui, depuis son adolescence, a mené un ardent combat pour notre idéal. Comment ne pas évoquer en cette douloureuse circonstance, son père, socialiste de solide roche, qui, l'un des premiers, fut fusillé à Paris par les nazis ? Marthe fut une des fondatrices du P.S.A. et, bien que malade, s'efforçait d'assister régulièrement aux réunions de la 10^e puis de la 21^e Section du P.S.U. de Paris.

Edouard Depreux.

Correspondance municipale

Revue mensuelle d'éducation populaire et d'information sur la vie locale, municipale et régionale. Son N° 50 qui vient de paraître porte sur :

L'éducation populaire

avec au sommaire :

— Les moyens de culture à partir de l'entreprise ;

— La formation des animateurs bénévoles et permanents ;

— Le congé Education ouvrière et les congés culturels cadre-jeunesse ;

— Le Centre itinérant d'Education populaire rurale ;

— La formation des syndicalistes ;

— La Fédération nationale des Centres culturels communaux ;

— Le Centre de documentation et d'animation culturelle de Belfort ;

— Une initiative de l'ADELS : le congé d'éducation civique pour les élus locaux ;

— Présentation de quelques organisations d'Education populaire.

Prix du numéro : 1,50 F. Abonnement (10 N°) : 13 F. Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. N° 13.942.51, Paris, ADELS, 94, rue N.-D.-des-Champs.

Parti Socialiste Unifié — 6^e Section

REPRISE DES CARTES

La vie de Paris et des Parisiens

débat avec
Edouard DEPREUX, secrétaire national du P.S.U.
et Claude DUBOIS, secrétaire de la Fédération de Paris.

BUFFET

SAMEDI 16 JANVIER 1965, de 16 h. à 19 h.
44, rue de Rennes, Paris (6^e).

Courrier des lecteurs

• A propos de l'article sur le planning familial

A Lucas, Paris (16^e)

Tribune est en gros progrès, à mon avis, dans le fond et la forme. Il est indispensable que vous continuiez à paraître.

Je ne suis pas d'accord avec certains articles de Berthe Fouchère sur le « planning », paru dans le n° 218, et pourtant elle fait, paraît-il, partie du M.F.P.F.

1. — Le planning est « une condition essentielle de la libération de la femme ». C'est une des conditions essentielles, ce n'est pas la seule et ce n'est pas une condition suffisante à elle seule, mais c'est une condition indispensable.

2. — Le planning est « une fin en soi ». Même si nous parvenons un jour à une société idéale où tous les problèmes matériels seront résolus, il sera indispensable que chaque femme (et chaque homme) ait le droit et la possibilité de ne pas avoir ou d'avoir un enfant quand elle le désire. C'est cela le but du planning.

3. — Pour les raisons ci-dessus, le planning n'est pas un compromis.

Bien sûr, les observations ci-dessus ne veulent pas dire que je ne suis pas partisan de toutes les mesures économiques et sociales réclamées par Berthe Fouchère.

Fédération du P.S.U. de la Haute-Garonne

Conférence de Pierre BEREGOVY,

membre du Bureau national, sur

LE CONTRE-PLAN ET L'UNITE DE LA GAUCHE

le MARDI 21 JANVIER 1965, à 21 heures,

Salle du Sénéchal, rue de Rémusat, à Toulouse.

Sous la présidence de Raymond BADIOU.

BILAN 1964 ET PERSPECTIVES 1965

D U P. S. U.

1965 verra, selon toute vraisemblance, en dehors des élections municipales et présidentielles, de grandes batailles sociales. Tout le laisse prévoir, hormis l'homélie saint-sylvestrienne du chef de l'Etat, champion de plus en plus incontesté de l'auto-satisfaction, qui se rendra compte un jour que les grèves ouvrières et agricoles ne constituent pas de simples péripéties. Aussi, comprendra-t-on que, comme d'autres, après avoir établi un rapide bilan, nous dressions, au seuil de l'année nouvelle, quelques perspectives.

L'histoire impartiale dira qu'en 1964, le P.S.U., avec des fortunes diverses, a travaillé inlassablement à l'unité et au renouveau de la gauche, et jeté les bases d'un programme dont son contre-plan a constitué la partie la plus originale et la plus appréciée. Nous avons multiplié les initiatives et reçu des réponses qui, sans nous donner certes entière satisfaction, permettent d'aborder 1965 avec un certain optimisme.

Notre préoccupation majeure, aussi bien dans notre correspondance et nos pourparlers avec les organisations politiques et syndicales, que dans notre rédaction du contre-plan, a été d'unir la gauche, toute la gauche, mais rien que la gauche. Prouvant par les faits que nous n'étions pas un parti comme les autres, nous avons dissous notre fédération de Belfort, lorsqu'elle a enfreint cette règle. Nous avons été, à un moment donné, le seul parti politique animé par une telle pensée. Aujourd'hui encore, si le P.C., après avoir préconisé des désistements pour des hommes de droite non gaullistes, condamne le cartel des non (mais que nous prépare-t-on à Dijon ?), la S.F.I.O. se refuse à la fois à l'union sans exclusive et à l'union de la seule gauche.

Je n'ignore pas l'objection qu'on nous fait parfois : « Débarrassons-nous d'abord de de Gaulle, on verra bien ensuite ». A cela, nous répondons : 1° que, pour se débarrasser de de Gaulle et également du gaullisme, il faut leur opposer une équipe cohérente, bien décidée à appliquer un programme commun ; 2° que la victoire serait éphémère

et qu'on s'exposerait aux désillusions génératrices des pires catastrophes si on ne s'attaquait pas résolument à la structure du régime capitaliste.

L'union contre nature des socialistes et des conservateurs avoués ou honteux n'est pas seulement condamnable sur le plan de la moralité. Elle serait inefficace et aboutirait en toute certitude à un retentissant échec qui barrerait pour une longue période la route de la démocratie ou, ce qui n'est pas moins grave, ne tolérerait des gouvernements de gauche qu'à la condition qu'ils fassent la politique de la droite. Ce n'est pas là une vue de l'esprit. Il y a eu, hélas ! des précédents, et pas seulement en matière coloniale. Pour ne pas passionner le débat, je ne citerai qu'un exemple pris en dehors de nos frontières et qu'on peut juger avec un recul suffisant, puisqu'il est vieux de plus de 30 ans : Ramsay MacDonald, parce qu'il se refusait à sortir du cadre capitaliste, au moment où la livre était menacée par la spéculation, est tombé dans le piège de l'union nationale. Niant la lutte des classes, il a été conduit à la mener à chaud... dans le camp de l'adversaire où il était passé avec armes et bagages. On nous dit que les jours et peut-être les nuits de Wilson sont hantés par son spectre. Je n'en doute pas. Quelle décisive leçon de socialisme fournissent les événements actuels en Grande-Bretagne : les conservateurs ont mal géré les affaires du pays, même suivant le critérium du capitalisme le plus orthodoxe, et ils ont ainsi donné des atouts à la City et à la finance internationale pour paralyser l'expérience de leurs successeurs travaillistes. Je ne sais ce qu'il en adviendra, mais je suis certain que Wilson ne l'emportera que s'il va beaucoup plus loin que ne l'avait prévu son programme initial.

En effet, ne pas profiter d'une majorité politique pour saisir les leviers de commande de l'économie, c'était, hier, se résigner à des réformes limitées et dont une grande partie était bien vite remise en question, ce serait aujourd'hui se condamner à l'impuissance totale.

Croit-on gagner un tel combat en France avec l'aide d'« alliés » qui, hostiles au gaullisme dans les périodes calmes, risquent de le rejoindre dans les tempêtes ou lorsque les fondements du capitalisme, peu ou prou, seraient mis en cause ? N'est-il pas significatif que les conservateurs de toutes nuances, incapables d'opposer un contre-plan au plan gouvernemental, ont finalement, dans ce débat capital, par un réflexe de classe plus ou moins inconscient, mêlé leurs bulletins de vote à ceux des inconditionnels de la plus stricte obéissance ? Quel concours apporteraient-ils « après de Gaulle » à un gouvernement de gauche aux prises avec des mouvements de capitaux faciles à prévoir ?

Or, qu'on ne se y trompe pas : c'est sur ce point que se produiront tôt ou tard les affrontements décisifs dont dépendra le sort de la démocratie. Des protestations indignées devant le mur d'argent ne résoudront rien. Il faudra prendre des mesures de caractère socialiste qui n'exigeront pas seulement de la clairvoyance, de l'imagination et du courage, mais de la ténacité, car, suivant la remarque de Jaurès, le veau d'or ne se précipitera pas lui-même dans la fournaise.

Le P.S.U. en a conscience. Il ne combat pas le capitalisme du début du siècle avec des arguments éculés et ne renvoie pas aux calendes grecques d'un lointain horizon les transformations profondes qui s'imposent dès aujourd'hui.

En 1965, et très probablement pour une longue période, la meilleure manière de travailler utilement pour l'ensemble de la gauche française et de débayer la route qui conduira à la seule démocratie actuellement viable, c'est-à-dire à la démocratie socialiste, c'est de remplir pleinement nos devoirs envers nous-mêmes : propagande, recrutement, formation, adaptation permanente d'un programme clair, précis, immédiatement réalisable, conquête de nouveaux abonnés pour « Tribune Socialiste ».

Edouard DEPREUX,

Secrétaire national du P.S.U.

ÉCONOMIE

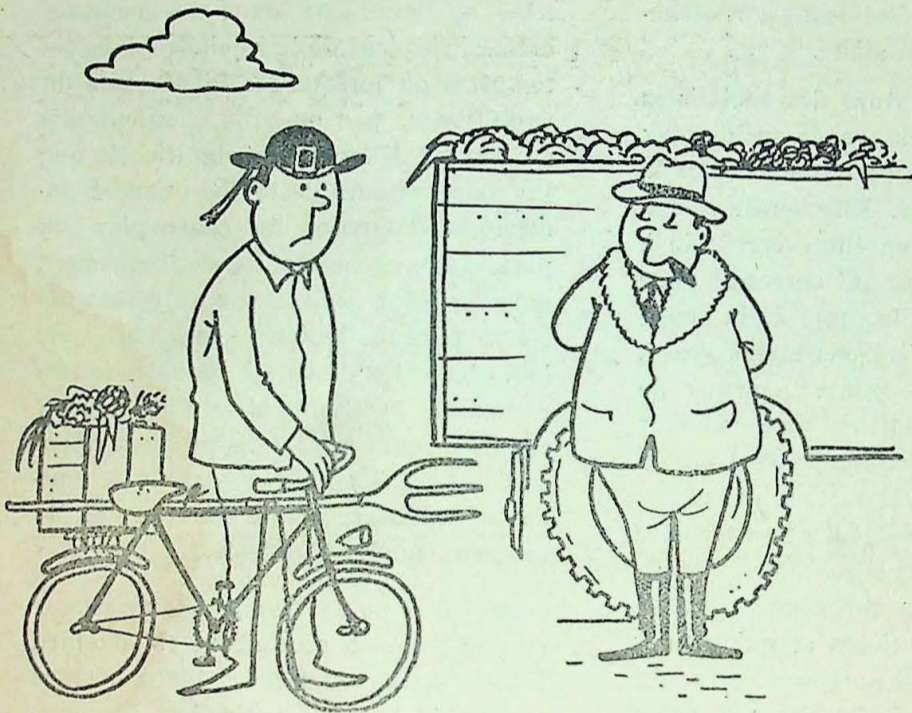
Politique des revenus et contre-plan

Depuis l'année dernière, le pouvoir gaulliste fait grand bruit autour de la « politique des revenus » qu'il s'efforce de mettre en place et qu'il présente comme un corollaire nécessaire de la planification « à la française ». Cependant, cette politique se heurte à l'hostilité de tous les syndicats qui redoutent de se voir enlever la liberté de négociation des salaires, et cela d'autant plus qu'ils contestent les orientations du V^e Plan et les moyens mis en œuvre dans le cadre de celui-ci.

De fait, à travers un réseau serré de commissions de « constatation » mises en place dans le secteur public et par le moyen de pressions faites sur le patronat privé, le gouvernement tend à vider de leur contenu les discussions entre employeurs et salariés. Toutefois, il importe de souligner que si cette politique se

un certain stade de développement, une planification entièrement centralisée est de plus en plus difficile à appliquer et les revendications des travailleurs ont tendance à réapparaître sous une forme ou sous une autre. Le cas le plus significatif est celui de la Yougoslavie où, à défaut de l'encourager, les syndicats reconnaissent que la grève est une réalité.

Les Etats fascistes eux-mêmes ne sont pas à l'abri des revendications ouvrières. Le gouvernement de l'Espagne franquiste pourrait bien l'apprendre à ses dépens, lorsqu'il déclare que « les conventions collectives doivent être subordonnées à l'intérêt général et qu'on doit faire en sorte que l'augmentation des salaires n'excède pas l'augmentation moyenne de la productivité ». Il sera difficile au néo-capitalisme espagnol de faire prévaloir les exigences de son plan



La politique des revenus se traduit par un certain nombre de disparités régionales.

heurte à de nombreuses oppositions (ainsi qu'en témoignent le récent débat au Conseil économique et social et le mouvement du 11 décembre), elle n'est pas propre à la France. La régularisation des revenus et partant la fixation plus ou moins autoritaire des salaires apparaît comme nécessaire au succès d'un certain type de planification et, dans les pays les plus libéraux, comme un moyen d'éviter l'inflation (la hausse des salaires étant naturellement considérée dans ce cas comme le principal facteur d'inflation).

Cette tendance à la détermination « par en haut » des revenus des travailleurs pose naturellement de difficiles problèmes aux syndicats. Doivent-ils participer à la « politique des revenus » au risque de s'intégrer ou doivent-ils affirmer une opposition sans discuter cette politique ? Une solution pourrait-elle être cherchée en définissant des contre-propositions — en ce qui concerne notamment le contrôle des revenus capitalistes et patronaux — en s'efforçant de les faire prévaloir à la fois par l'action directe et par l'action dans les organismes officiels ? Mais avant de tenter de répondre à ces questions, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe à l'étranger.

Les expériences étrangères

Dans les pays communistes et dans de nombreux pays en voie de développement, on sait qu'on a résolu le problème en retirant pratiquement aux syndicats leur rôle revendicatif. Mais une telle solution n'est possible que dans des Etats dont le retard économique exige pour être surmonté un effort considérable de la population encadrée par le parti unique. A

de développement sur les revendications, étant donné le contexte politique, l'importance de l'émigration, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la combativité des travailleurs souvent influencés par les organisations clandestines.

Mais le cas des pays anglo-saxons, plus proches de nos structures économiques et politiques, est à cet égard plus intéressant à considérer, bien que la politique des revenus y soit encore à ses balbutiements.

C'est notamment le cas des Etats-Unis, où une certaine planification est en fait provoquée par les grands trusts avec l'aide du gouvernement fédéral, lequel recommande aux interlocuteurs patronaux et syndicaux de ne pas dépasser en matière d'augmentation de salaires les 3,2 % annuels considérés comme compatibles avec l'augmentation de la productivité — ce qui dans la pratique est plus ou moins respecté. A l'heure actuelle, les réactions des cadres moyens des syndicats contre la bureaucratisation de leurs organisations et la diminution relative du chômage créent un climat plus favorable aux grèves et aux revendications que ne le souhaiteraient le gouvernement et les « bosses » syndicaux.

En Europe, les pays qui se rapprochent le plus en la matière du « modèle américain » sont l'Allemagne fédérale et la Suède. Bien que le pouvoir politique y soit d'une couleur différente, ces deux Etats ont des traits communs : absence de planification officielle, existence de syndicats puissants et modérés dans leurs revendications, impôts élevés frappant les gros revenus (surtout en Suède). Les accords de salaires se font par voie de conventions collectives entre les syndicats et le patro-

nat, le gouvernement n'étant pas censé intervenir.

Jusqu'à une date récente, la Grande-Bretagne connaissait un régime assez semblable de relations collectives. Les choses ont commencé à changer lorsqu'à la fin de leur règne, les conservateurs ont voulu instaurer un système de planification indicative. Les Trade-Unions ont bien accepté de participer aux organismes de planification mais ils ont refusé toute politique des revenus.

Cette attitude contradictoire ne pouvait être maintenue sous le gouvernement travailliste qui compte dans ses rangs des hommes appartenant à la droite et à la gauche du mouvement syndical. Actuellement, Harold Wilson s'efforce de mettre en place une politique des revenus avec le concours du patronat et des Trade-Unions. Les liens qui unissent ces derniers au parti travailliste et la situation de la livre sont de nature à favoriser le succès d'une telle politique. Inversement, la hausse des prix intervenue ces derniers mois et la structure décentralisée du mouvement syndical britannique vont à l'encontre de la discipline réclamée par Wilson. Quoi qu'il en soit, il y a là pour nous une expérience très intéressante à suivre.

Les syndicats français face à la politique des revenus

Le débat sur la politique des revenus qui a eu lieu en novembre au Conseil économique et social a montré que les syndicats étaient opposés à cette politique, au moins sous la forme où elle est pratiquée actuellement.

C'est ainsi que le groupe Force Ouvrière avait déposé un contre-projet qui ne fut pas retenu par le Conseil, mais auquel s'étaient ralliés la C.G.T. et la C.G.C., la C.F.D.T. s'abstenant.

L'exposé des motifs faisait le procès de la politique économique et sociale du gouvernement à qui il était reproché notamment de pratiquer « par le plan de stabilisation, une politique dirigiste des salaires » dans le secteur public et même dans le secteur privé.

Le texte de F.O. posait, d'autre part, le problème de la connaissance des revenus non salariaux :

« Les statistiques actuelles ne permettent pas de connaître tous les revenus, notamment :

- les revenus des agriculteurs selon les régions, les tailles d'exploitation, le type d'utilisation du sol ;
- les revenus des entrepreneurs individuels de l'industrie et du commerce, selon les régions et les dimensions d'exploitation ;
- les revenus des professions libérales ;
- les ressources tirées du travail noir et les revenus occasionnels ou spéculatifs. »

Le texte concluait que « les faits et les éléments ci-dessus énumérés rendent impossible l'application d'une politique dite des revenus », sans pour autant repousser « l'utilisation et

l'amélioration des instruments existants pour la redistribution du revenu national : fiscalité, profits, réforme de structures, amélioration des revenus les plus bas, etc. ».

Par contre, à la différence de la C.F.D.T., F.O. se déclarait opposée à la création d'un collège d'études et d'appréciation des revenus (C.E.A.R.) impliquant une acceptation de principe de la politique des revenus.

L'hostilité de F.O. à une telle politique s'explique-t-elle par des survivances anarcho-syndicalistes ? L'attachement de cette centrale à la libre discussion entre patrons et salariés, sans intervention extérieure, n'évoque-t-il pas la nostalgie d'une économie libérale, du temps où l'Etat ne s'occupait guère de l'économie et où on pouvait seulement attendre de lui, du point de vue ouvrier, de bonnes lois sociales ? La même remarque vaut pour la C.G.C. encore plus anti-étatiste que F.O.

Quant à la C.G.T., sa position est moins ambiguë, dans la mesure où elle a tendance à considérer qu'aucune planification véritable est possible dans le régime actuel. Mais au moins en ce qui concerne les syndicalistes communistes, il en irait autrement si leur parti accédait au pouvoir : les syndicats devraient alors soutenir le plan de développement économique.

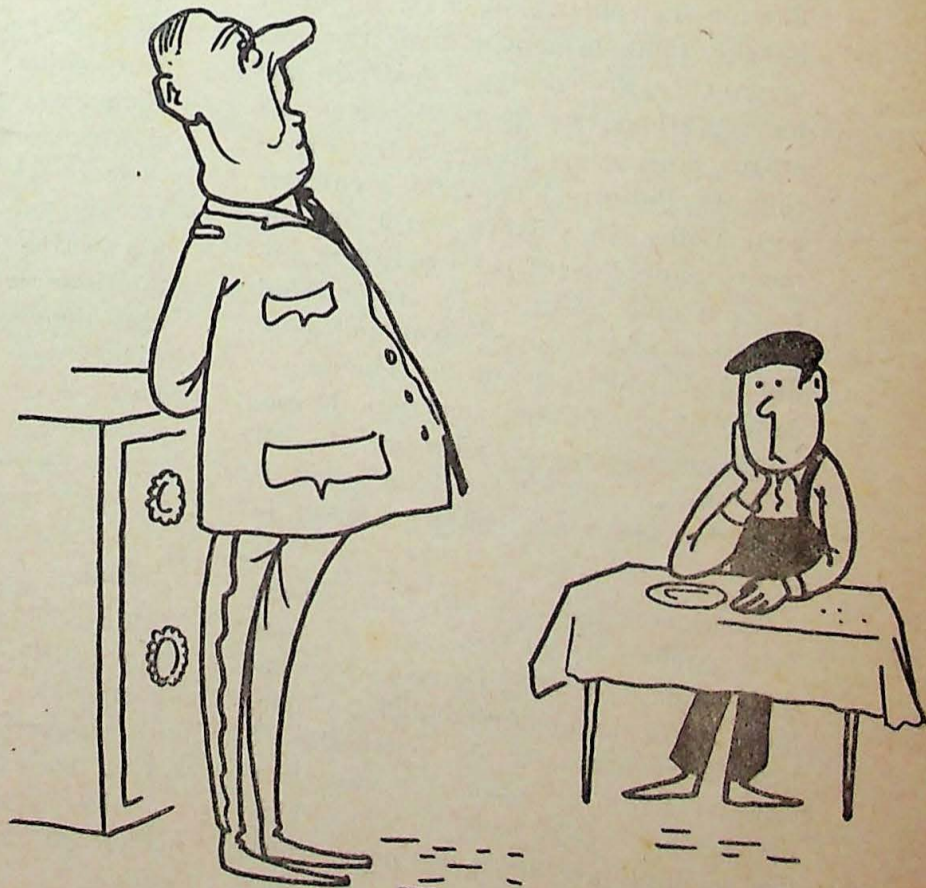
Il nous reste à étudier la position de la C.F.D.T. qui estime que « les conditions d'une véritable politique des revenus ne sont pas remplies », mais qui a approuvé cette définition de la politique des revenus donnée par le rapport de Loynes au Conseil économique : « Elle n'est pas un moyen supplémentaire de lutte contre l'inflation, mais un instrument de connaissance de tous les revenus et une action de correction des inégalités dans la répartition de tous les revenus. »

Aussi bien pour la C.F.D.T. il existe déjà une politique des revenus. C'est celle que critiquait en ces termes Robert Bonety au Conseil économique et social : « Cette politique se traduit par un certain nombre de disparités industrielles et régionales, par un certain nombre de disparités en matière de prestations familiales, de prestations sociales, en matière de S.M.I.G. et de bas salaires. Ce qui est grave, c'est de constater que, dans une économie en expansion, les disparités, quelles qu'elles soient, ont tendance à s'aggraver. »

Mais la C.F.D.T. ne préconise pas pour autant une politique des revenus indicative ou concertée (type V^e Plan) ou une politique autoritaire et dirigiste. Elle proclame son attachement à la « politique contractuelle », ce qui fait que son point de vue se rapproche de celui des autres organisations.

Toutefois, elle n'a condamné le « collège des revenus » que parce qu'un certain nombre de préalables n'étaient pas remplis :

- connaissance de tous les revenus ;
- contenu et pratique des conven-



« La politique des revenus... c'est un problème « capital » ! »

SYNDICATS

Les difficultés de l'unité

tions collectives et pouvoir contractuel réel à tous les niveaux ;
— appropriation de l'autofinancement, etc. ;

— lutte contre la fraude fiscale. »
Ces « préalables » visant à « renforcer le pouvoir contractuel des faibles » firent l'objet d'un amendement déposé par le groupe C.F.D.T. et qui fut repoussé, bien que les gaullistes du Conseil, Mme Devaud, Léo Hamon, Chalandon aient jugé habile de s'y rallier.

La C.F.D.T. s'oppose également à l'actuelle politique des revenus en raison de l'absence de réforme de structures dans le V^e Plan : fiscalité et fraude fiscale, spéculation foncière et immobilière, circuits de distribution et politique des prix, appropriation des accroissements d'actifs liés à l'autofinancement, etc. Par ailleurs, la C.F.D.T. insiste sur le fait qu'il n'y aura pas de politique des revenus « sans une adhésion réfléchie des travailleurs et des Français ». Ce que Robert Bonety traduisait ainsi : « Pour les travailleurs, cela signifie que l'exercice des droits syndicaux dans l'entreprise devra leur être reconnu, car comment concevoir une politique contractuelle qui se situerait au niveau national, au niveau de l'industrie, au niveau de la branche si, au niveau de l'entreprise, l'exercice du droit syndical est contesté ? »

Ajoutons, après cet exposé des positions syndicales, qu'il s'est trouvé au Conseil économique et social une majorité pour repousser la politique des revenus préconisée par M. Massé. Le patronat lui-même, qui s'était prononcé pour en section, a voté contre en séance plénière. Sans doute le projet de création d'un organisme chargé d'évaluer les revenus a-t-il motivé avant tout ce refus. Le patronat accepte une politique des revenus qui s'oppose aux revendications ouvrières, il est moins favorable à cette politique lorsqu'il redoute — à tort ou à raison — qu'elle ne mette en cause son autorité et ses intérêts, le secret de ses propres affaires.

L'échec subi à cette occasion par le gouvernement ne l'empêchera sans doute pas de tenter de poursuivre sa politique qui répond aux tendances profondes du néo-capitalisme. Il reste que l'opposition des syndicats ne lui facilite pas les choses. Faire varier le S.M.I.G. au nom de la « politique des revenus » est peut-être une bonne opération de propagande, ce n'est là qu'agir très faiblement sur la répartition du revenu national.

Au contraire, le contre-plan du P.S.U. vise, dans son ensemble, à distribuer plus équitablement le revenu national.

Ainsi que le précise notre projet de contre-plan, « de très nombreux moyens ont déjà été proposés à cet effet : contrôle des profits et des autres revenus non salariaux, augmentation rapide des transferts sociaux et familiaux, fiscalité progressive sur les revenus et le capital, appropriation collective de l'autofinancement, politique des prix, etc. »

Cependant le contre-plan ne peut être mis en œuvre sans « l'appui des classes populaires (urbaines et rurales) et de leurs organisations syndicales ».

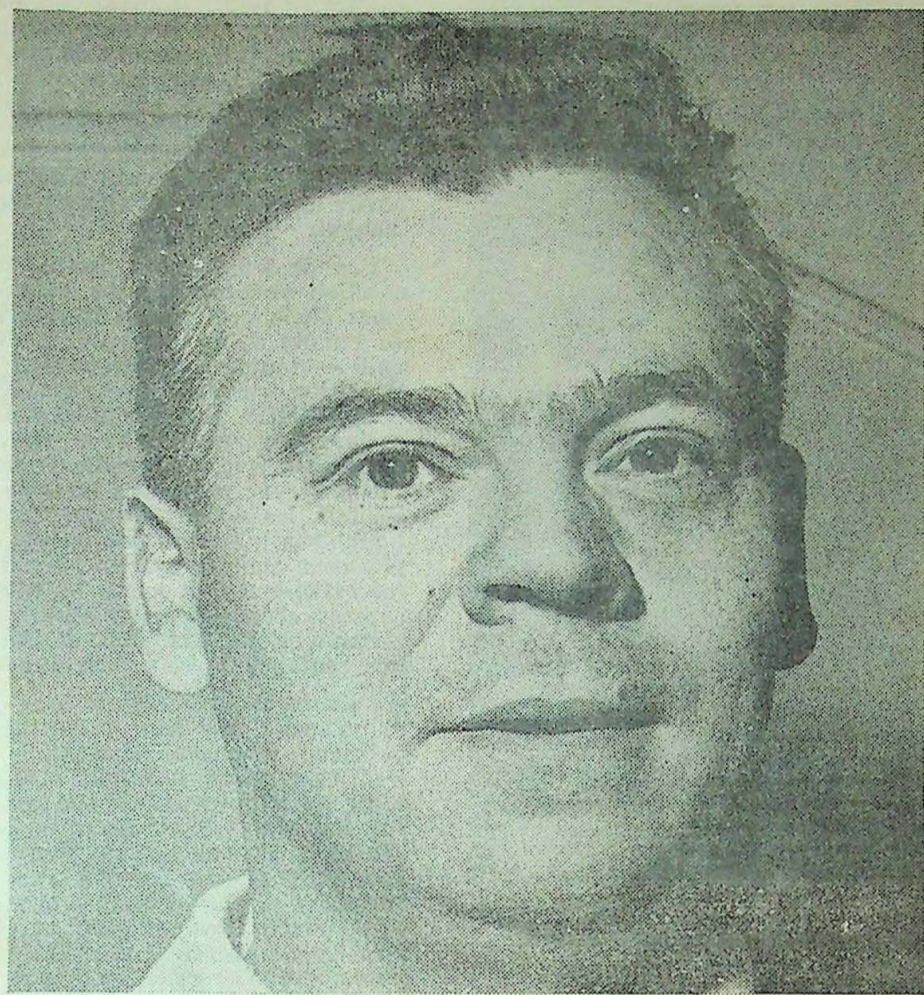
« Mais un tel appui implique des garanties sérieuses pour les travailleurs qui le donnent : cet engagement réciproque pourra prendre la forme d'accords et de conventions collectives négociées couvrant la période d'application du Plan. »

Ce point est capital. Lorsque Pompidou évoque l'expérience travailliste à propos de sa politique des revenus, il oublie que le pouvoir gaulliste, étant donné sa nature, ses fondements économiques et sociaux, n'aura jamais l'appui des classes populaires et de leurs syndicats.

Remarquons également que le « centre gauche » italien a échoué faute d'un appui des organisations syndicales (au moins de la plus importante d'entre elles) — et en raison de la fuite des capitaux. Il est vrai que le centre gauche a tendance, sous l'influence de la Commission économique européenne, à abandonner les réformes de structure qui étaient à son programme : ce qui pose le problème d'une politique socialiste autonome, compte tenu de l'environnement capitaliste européen.

Il convient de se demander, d'autre part, dans quelle mesure la politique contractuelle est compatible avec la planification, en particulier avec une planification plus impérative que celle qui existe actuellement en France. Nous aimerions avoir, à ce sujet, l'opinion de nos lecteurs et de nos camarades syndicalistes.

Maurice Combes.



(Photo Hubert.)

A. Detraz : ne pas prendre son parti du pluralisme syndical.

A la suite du congrès extraordinaire de la C.F.T.C. qui aboutit à la fondation de la C.F.D.T., une controverse s'est développée entre cette organisation et la C.G.T. sur le problème de l'unité syndicale. Par ailleurs, F.O. et la F.E.N. ont tendance à sous-estimer l'évolution de la centrale ex-chrétienne et critiquent parfois vivement la C.F.D.T. En dépit des progrès de l'action commune concrétisés notamment par le mouvement du 11 décembre, l'unité syndicale n'est pas en vue.

Un pluralisme de faits

Beaucoup de militants de la C.G.T. ont considéré que la fondation de la C.F.D.T. ne marquait pas un progrès vers l'unité syndicale. On pouvait comprendre à la rigueur, disent-ils, l'existence d'une centrale se réclamant du christianisme. On comprend moins que la C.F.T.C. prétende se laïciser pour concurrencer avant tout la C.G.T. Le premier résultat de l'opération est d'ailleurs une scission de la C.F.T.C. elle-même.

Aussi bien, Benoit Frachon déclarait à propos du congrès extraordinaire, dans une interview publiée dans *l'Humanité* du 10 novembre : « La plus grande aspiration de la classe ouvrière, c'est de réaliser son unité et elle attend que les organisations et les militants qui la dirigent travaillent à cette réalisation. Or le congrès n'a pas soufflé mot de ce problème, sinon pour évoquer les raisons de ne pas la faire. »

Il est vrai qu'Eugène Descamps avait mis l'accent dans son rapport sur le recrutement en direction des inorganisés, les conditions de l'unité syndicale n'étant pas, selon lui, remplies.

C'est également le point de vue que développe Albert Detraz qui, dans un récent numéro de *Syndicalisme*, organe officiel de la C.F.D.T., s'en prend vivement aux dirigeants de la C.G.T. : « La déstalinisation ne les a même pas engagés dans la voie d'une autocritique nuancée de leur action passée, ce qui aurait peut-être contribué à déblayer un peu les obstacles qui se dressent sur la route de l'unité. »

Et Detraz de se référer au congrès confédéral de 1963 dont la résolution générale « rappelle que la C.F.T.C. ne prend pas son parti du pluralisme syndical mais considère que l'indépendance du syndicalisme à

l'égard de tout pouvoir et organisme extérieur et en particulier l'abandon de la conception léniniste du syndical, courroie de transmission entre le parti et les travailleurs, et une condition moyenne de tout progrès décisif dans le domaine de l'unité syndicale. »

Mais si la C.F.D.T. ne défend plus le principe du pluralisme syndical — comme ce fut longtemps le cas pour la C.F.T.C. — elle distingue soigneusement :

— l'action commune qui est nécessaire au succès des revendications et qui tempère les effets de la division syndicale ;

— l'unité syndicale « qui reste, en l'état actuel des choses, une aspiration ouvrière ».

Selon Detraz, la C.F.D.T. se prononce pour un pluralisme de faits : « Le pluralisme syndical, qui est une situation de fait, reste et restera encore longtemps une valeur positive du syndicalisme tant que subsistera l'emprise d'une formation politique totalitaire sur une importante partie de la classe ouvrière. »

L'unité en une ou deux étapes ?

La nécessité de ce pluralisme de fait est contestée par les militants de la F.E.N. qui, quelle que soit leur tendance, ont réussi à maintenir leur unité au sein d'une même organisation mais qui, en ce qui concerne l'ensemble de la classe salariée, n'ont pas tous la même conception de l'unité syndicale.

La plupart estiment cependant que l'unité passe par un rapprochement entre la C.G.T. et F.O. Quant à la C.F.D.T., elle n'est pas en odeur de sainteté, si l'on peut dire, auprès des dirigeants de la F.E.N., en particulier chez ceux du S.N.I., ainsi qu'en témoigne une récente « Tribune de discussion » de *l'Ecole libératrice*.

La C.F.D.T. s'y voit accusée notamment d'être « un instrument de l'intégration du syndicalisme dans l'Etat » et de demeurer sous la coupe de l'Eglise catholique, même si elle se proclame socialiste : « A l'avant-garde de l'Eglise, divers milieux laïcs d'inspiration chrétienne, sans doute en accord avec certains Jésuites et Dominicains, paraissent progressivement adopter les thèses d'un socia-

lisme dit tantôt « moderne » et tantôt « démocratique ».

La scission de la droite C.F.T.C. (dont il ne faut pas sous-estimer l'importance) n'est pas considérée comme une preuve de la laïcisation de la centrale par certains militants du S.N.I. : « L'Eglise catholique, en tant que gendarmerie spirituelle et temporelle des possédants, tient à placer ses pions dans chaque camp. »

Ces attaques ont motivé une réponse publiée dans *Syndicalisme* de Paul Caspard, membre du Bureau national du S.G.E.N. et du Bureau confédéral de la C.F.D.T. : « Nous restons persuadés que la masse des adhérents du S.N.I. connaît suffisamment les réalités syndicales de ce pays, les positions défendues et l'action menée par la C.F.T.C. devenue C.F.D.T., pour réagir avec nous contre une attitude de dénigrement systématique de la première centrale ouvrière non communiste de France. »

Et le leader C.F.D.T. d'affirmer qu'une telle attitude « ne peut que renforcer la division du mouvement syndical » : « Pour nous, la recherche de l'unité passe obligatoirement par l'effort de compréhension réciproque, par le souci d'objectivité, par le respect de la personnalité des autres organisations. »

Pour ce qui est de la C.G.T.-F.O., elle ne souscrit pas non plus au principe du pluralisme syndical, mais il ne fait aucun doute que la plupart de ses militants considèrent qu'actuellement l'unité est impossible avec la C.G.T. et avec la C.F.D.T.

Cette dernière organisation se voit reprocher fréquemment de favoriser « l'intégration du syndicalisme à l'Etat » et de pratiquer l'unité d'action avec la C.G.T. « d'obédience communiste ».

Le premier argument ne paraît pas très sérieux. Bien peu de militants syndicalistes — même à F.O. — sont contre la participation aux organismes officiels, laquelle peut constituer effectivement un moyen d'intégration si les syndicats qui y sont représentés n'ont pas de stratégie à opposer à celle de l'Etat et du patronat, s'ils n'ont pas les militants capables de remplir un rôle de contestation. Tel est le véritable problème. A noter qu'en ce qui concerne la participation aux commissions régionales de développement économique créées par le pouvoir gaulliste, les trois centrales laissent leur liberté d'action aux U.D. (ce qui n'entraîne pas souvent un refus de participer).

Quant à l'unité d'action, n'est-elle pas dans les conditions actuelles une nécessité et n'est-elle pas pratiquée par nombre d'organisations adhérentes à F.O. ?

Un élément de divergence plus sérieux entre les deux centrales réside dans l'appartenance de la C.F.D.T. à la C.I.S.C. — bien qu'une importante minorité, comprenant en particulier la Fédération de la métallurgie, penche pour le ralliement à la C.I.S.L.

En conclusion, faut-il regrouper d'abord l'ensemble des organisations « non communistes » : C.F.D.T., F.O., F.E.N., afin de peser ainsi sur l'évolution de la C.G.T. et permettre ultérieurement la réalisation de l'unité syndicale ? On voit toutes les difficultés d'une telle démarche.

A cette théorie des deux étapes sont naturellement opposés les dirigeants de la C.G.T. et certains militants de F.O., tels que Maurice Labi, secrétaire général de la Fédération des Industries chimiques.

On sait que cette fédération F.O. a proposé à ses homologues de la C.G.T. et de la C.F.D.T. une discussion sur la réunification syndicale qui devait être basée sur « l'indépendance à l'égard de l'Etat, du patronat, des partis et des Eglises ». La Fédération C.F.T.C. des Industries chimiques a répondu à cette proposition en mettant en cause la « dépendance » de la C.G.T. à l'égard du P.C. Par ailleurs, peu de militants de F.O. estiment que l'évolution du P.C. — et partant de la C.G.T. — puisse être de nature à favoriser l'unité avec leurs anciens camarades.

Il reste qu'à se maintenir dans un splendide isolement — même atténué par des actions communes — à refuser tout rapprochement avec la C.G.T. ou la C.F.D.T., F.O. et la F.E.N. risquent de compter de moins en moins dans les controverses sur l'unité qui ne manqueront pas de se développer jusqu'au moment où l'unité syndicale, espoir tenace au cœur des travailleurs, deviendra possible.

Maurice Combes



(Photo A.D.P.)

Giuseppe Saragat : un champion de l'intransigeance « atlantique ».

ITALIE

Les leçons de l'élection présidentielle : Centre-gauche ou Union de la gauche ?

Dans cette longue — douze jours — et, par certains côtés, lamentable — vingt et un tours de scrutin — bataille de l'élection présidentielle italienne, il faut savoir distinguer entre les épisodes et le fond.

Les épisodes

Les épisodes sont faits du jeu des haines personnelles qu'ont engendrées d'une part les scissions du mouvement socialiste et de l'autre les divisions de la démocratie chrétienne.

Lorsque Nenni accepta de se présenter, Saragat, qui venait de se retirer mais qui conservait évidemment l'espoir d'être à nouveau appelé, Saragat lui fit un scène épouvantable puis il demanda à tous ses amis de s'abstenir. Lorsque les communistes décidèrent de voter pour Nenni, les membres du Parti socialiste d'unité prolétarienne (Vecchiotti, Basso, Valori), qui n'avaient cependant pas hésité à soutenir Fanfani, refusèrent de s'associer à cette manifestation d'unité de la gauche... jusqu'au moment où Saragat rentra en scène. L'hostilité à l'égard du chef des sociaux-démocrates l'emporta alors sur le ressentiment à l'égard du leader du P.S.I.

De la même manière, Fanfani et Moro ne cessèrent de se livrer un duel fratricide. Il fallut l'intervention de Mgr Dell'Acqua, très probablement mandaté par Paul VI, pour contraindre Fanfani à se retirer. Mais ses amis n'en observèrent pas pour autant les consignes de la direction de la démocratie chrétienne. Or s'il existe de véritables divergences entre la droite catholique (Scelba), la gauche syndicale (Pas-

tore) et le centre des « Dorotei » (Moro, Rumor, Colombo), l'opposition politique entre le centre et le groupe fanfanien est des plus minces. C'est Fanfani qui a pris en 1962 les risques de la politique du centre-gauche : il n'a jamais pardonné à son rival Moro d'en avoir recueilli les avantages.

Le fond politique

Mais, à travers ces épisodes, se livrait un combat plus important, un combat qui faisait apparaître l'existence de deux grands pôles politiques dont l'un était évidemment l'extrême-gauche mais dont l'autre s'appelait l'union de la gauche.

La droite, elle, a été mise complètement hors du jeu, non seulement l'extrême-droite néo-fasciste, mais aussi la droite classique des libéraux et d'une partie de la démocratie chrétienne. Et pourtant c'est cette droite qui avait fourni, il y a deux ans, les voix qui manquaient pour faire élire le président Segni. Et pourtant elle était toute prête à renouveler ce geste : pendant plusieurs tours de scrutin, les voix de la droite ont été effectivement mises à la disposition de la démocratie chrétienne pour l'élection du candidat officiel de ce parti, Leone. Si tous les parlementaires démocrates chrétiens avaient fait preuve de discipline, Leone était alors élu, mais il y eut au moins une centaine de députés et de sénateurs catholiques pour refuser cette discipline et, du même coup, la désignation d'un président de centre-droit.

La solution de droite étant impossible, la solution du « centre-gauche » semblait s'imposer. Démocra-

tes chrétiens plus socialistes plus sociaux-démocrates plus républicains : cette addition donnait théoriquement une majorité absolue dans l'Assemblée. Mais, en réalité, il était impossible de réunir toutes les voix démocrates chrétiennes dans le cadre d'une telle coalition. Si Moro a refusé pendant des jours et des jours de soutenir Saragat (avec lequel il a pourtant de grands liens d'amitié), c'est parce qu'il savait qu'en agissant ainsi il se heurterait non seulement aux réticences de Fanfani mais à celles de la droite de son parti. Dans le vote final, une partie de ces voix ont effectivement manqué.

Pas de solution de droite, une solution de centre-gauche extrêmement difficile, il restait la solution de l'union de la gauche. Cela donnait — toujours théoriquement — l'addition suivante : communistes plus PSIUP plus socialistes plus sociaux-démocrates plus républicains plus la gauche syndicale chrétienne et une partie des fanfanien. En fait, les sociaux-démocrates, les fanfanien (plus proches du néo-capitalisme que des courants populistes catholiques) et même les syndicalistes chrétiens repoussèrent la formule. Il manqua donc à Nenni une centaine de voix pour réussir.

Puisque la droite était hors jeu et qu'aucun des deux autres pôles politiques ne pouvait émettre à lui seul la victoire, il fallait bien en venir au compromis. Ce compromis fut finalement passé entre la gauche et le centre gauche. Sans les voix communistes, Saragat n'aurait pas été élu, mais l'homme que les voix communistes ont porté au Quirinal se trouve être, par ailleurs, le plus ardent champion du centrisme et de l'intransigeance « atlantique » !

L'évolution des communistes

En cela l'élection présidentielle nous donne une photographie assez exacte de la situation politique italienne prise à un moment donné de son évolution. L'expérience du centre-gauche a déjà abouti à un échec mais il n'y a pas encore de solution de remplacement.

Pour qu'une telle solution puisse apparaître, il faudrait évidemment que les communistes participent à son élaboration. Mais, en dehors du PSIUP et de la gauche du PSI (Lombardi, Santi, Giolitti), personne n'accepte, pour le moment, cette participation. Les communistes, déclare-t-on autour de Nenni, de Saragat et de la gauche chrétienne, les communistes ont amorcé une incontestable évolution mais ils n'ont pas encore véritablement accepté les options démocratiques.

Nul n'ignore cependant l'importance et l'ampleur de la discussion qui s'est ouverte dans le PCI à la suite des prises de position d'Amendola en faveur de la formation d'un parti unique de la classe ou-

rière italienne. Amendola s'est trouvé en minorité au comité central mais, grâce à l'attitude d'Ingrao, il y a eu une majorité pour admettre que ses idées devaient être débattues. L'élection présidentielle a montré que ce débat avait une valeur pratique et non pas seulement théorique.

La direction du PCI avait, en effet, passé un accord avec Fanfani : si celui-ci parvenait à recueillir plus de deux cents voix sur son nom, les communistes étaient disposés à voter pour lui. Cet accord avait une valeur essentiellement tactique. Fanfani ne pouvait, en effet, passer pour un homme de gauche ; chacun savait qu'il avait également pris contact avec la droite démocrate chrétienne et avec les néo-fascistes ; son but était de contraindre Moro à la démission et non de faire participer les communistes à une quelconque coalition gouvernementale. Ainsi un certain nombre de parlementaires communistes souhaitaient que l'accord n'ait pas à être exécuté. Lors que Nenni se présenta, ces parlementaires, à la tête desquels se trouvait Amendola, prirent l'offensive : « Il faut, dirent-ils, soutenir Nenni, car Nenni contre Leone et Nenni contre Saragat cela veut dire unité socialiste contre combinaisons centristes. » Ils obtinrent gain de cause. Le parti les suivit jusqu'au moment du compromis final qui, dans la lassitude, fut d'ailleurs accepté par toute la gauche moins le PSIUP.

Les socialistes divisés

Le rôle tenu par les communistes dans l'élection présidentielle ne résulte pas seulement de leur force numérique, mais aussi de leur capacité manœuvrière et de leur discipline. En face d'eux, les différents courants socialistes ont fait apparaître toutes leurs contradictions et toutes leurs incertitudes. Bon nombre de nennistes ne croient plus à l'avenir du centre-gauche mais la scission, intervenue il y a un an, a déséquilibré le PSI et donné à son aile droite un poids considérable. Le PSIUP, qui a obtenu moins de 30/0 des voix aux récentes élections municipales, est gêné dans son développement par la capacité d'adaptation et de transformation du parti communiste : il s'est coupé d'une large fraction de la gauche et il ne parvient pas à mordre sérieusement sur l'autre fraction, dans la mesure où celle-ci est influencée par les communistes. Quant aux sociaux-démocrates, ils ne subissent, du fait même de l'indécision du PSI, aucune pression susceptible de les rapprocher d'une politique socialiste.

Les prochains événements permettront-ils au socialisme italien de surmonter ces faiblesses et de retrouver les voies de son unité ? Il faut l'espérer, mais ne nous faisons pas d'illusions, ce sera, de toute manière, nécessairement long.

Gilles Martinet.

GUINÉE "PORTUGAISE"

Les moissonneurs deviennent maquisards

En Guinée « portugaise », au cours de décembre, les combattants du P.A.I.G.C. (Parti africain de l'indépendance de la Guinée « portugaise » et du Cap-Vert) ont accru leur pression sur les derniers retranchements portugais au sud du fleuve Geba. Ils ont attaqué les casernes de Gueledjé et Empada : à Gueledjé, selon des informations de source portugaise, la nouvelle armée populaire a tué 91 militaires portugais dont le capitaine commandant les troupes. Les maquisards,

d'autre part, ont pris d'assaut un campement sur la route de Buba-Nhala, détruit à l'aide de bazookas les maisons où logeaient les soldats ; un contingent colonial de 30 hommes, sorti en renfort de Buba, est tombé dans un champ de mines et a été anéanti.

Par ailleurs, déclare le P.A.I.G.C., « après la fin des travaux agricoles, les jeunes des villages prennent les armes pour renforcer la guérilla. »

VIETNAM

La politique américaine est au bout du rouleau.

Au Vietnam, la politique américaine, inaugurée il y a un peu plus de dix ans (et révisée seulement à la petite semaine depuis lors), arrive au bout du rouleau.

Avec d'autres intentions et d'autres moyens, l'Amérique est en train d'obtenir exactement le même résultat militaire que le colonialisme français. La bataille de Binh Ghia, la semaine dernière, vient de montrer qu'un second Dien Bien Phu n'est pas impossible.

Durant les deux dernières années, le maquis s'est imposé — dans le combat ou grâce aux désertions — d'un armement considérable : de quoi équiper sans doute 50.000 hommes (alors que les Américains évaluent les « réguliers » du maquis à environ 30.000 hommes). C'est dire qu'une bonne partie des paysans continuant à mener en apparence une existence légale doivent être actuel-

de la rue, dans les trois quarts de la capitale du Sud. Ils ont obtenu la remise sine die du procès des quatre jeunes gens arrêtés en novembre pour cris séditionnels. Ces manifestations constituent une contestation publique, quasi permanente, des autorités que les Américains s'efforcent — avec des résultats piteux — de mettre et de maintenir en place.

On assiste ainsi, au Sud-Vietnam, à la convergence, contre les Etats-Unis, de deux développements parallèles :

1 UNE GUERRE DES PAYSANS. — Les combats dans les régions peuplées du Nam-bo (Cochinchine) attestent, en se développant, ce caractère de « guerre des paysans » pris par la lutte du maquis.

Les revendications que le paysan vietnamien fait valoir les armes à



(Photo A.D.P.)

Maxwell Taylor : encore une guerre confiée aux militaires...

lement assez bien armés. Et voilà justement qui explique Binh Ghia.

Car le propre de cette grande bataille, c'est qu'elle a été livrée non dans les montagnes désertiques, comme à Dien Bien Phu, mais dans une région très peuplée, au sud de Saïgon — très loin des classiques bases inexpugnables du maquis et grâce à la complicité active de toute une population.

Poursuite interdite

Sur ce terrain, les forces du Front National de Libération ont d'abord pris par surprise ce gros bourg de Binh Ghia.

Puis elle l'ont évacué, tout en déployant aux abords immédiats un véritable corps de bataille. Elles ont alors infligé à l'armée du général Khanh et à ses « conseillers » américains de lourdes pertes (de l'ordre de 500 morts en une semaine), sans consentir elles-mêmes de grands sacrifices.

Devant l'importance des moyens aériens mis en œuvre par les Américains, le corps de bataille a riposté avec une grande quantité d'armes lourdes. Son artillerie antiaérienne a causé de gros dégâts.

Enfin, il a décroché au bon moment et s'est évanoui dans le paysage, non sans tendre des embuscades qui ont interdit pratiquement toute poursuite.

Procès remis

La bataille de Binh Ghia était à peine finie que l'agitation politique, paraissant au point mort depuis une quinzaine de jours, reprenait à Saïgon. Manifestants, bouddhistes et étudiants ont été, lundi, les maîtres

de la main sont dirigées contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie d'affaires que les Américains tentent de mettre en selle. Mais ces classes n'ignorent rien de l'état d'esprit réel dans les campagnes. Et c'est pourquoi l'on voit un homme comme l'ancien président du Conseil (sous l'occupation française) Tran Van Huu — qui vit en exil à Paris — jouer le rôle de chef de file du neutralisme. Désormais, les classes possédantes du Sud-Vietnam ont abandonné tout espoir de survivre par une « victoire » telle que celle imaginée au Pentagone, par le bureau des opérations de l'état-major général américain. Il est dès lors exclu que les Américains trouvent une équipe à installer solidement au pouvoir. Le « miracle Diem » ne se reproduira plus — à cause de la force militaire acquise par le maquis, en dernière analyse.

Tous les arrangements auxquels on va assister ne seront que des comédies destinées à couvrir ce double jeu : s'assurer une part des profits de la guerre dans l'immédiat sans compromettre tout à fait l'avenir.

2 UN MOUVEMENT DEMOCRATIQUE CITADIN. — A Saïgon, comme c'était devenu la règle sous l'occupation française, la seule base économique aux privilèges de classe c'est la guerre. La bourgeoisie locale vit directement ou indirectement de l'aide militaire et civile — mais surtout militaire — dispensée par les Etats-Unis. La classe ouvrière elle-même est conditionnée par la guerre. Ses traditions révolutionnaires et démocratiques nationales ont été bouleversées, usées par un quart de siècle d'occupation et de

guerre, par la crise sociale née de la guerre et par les épurations stalinienne. Aujourd'hui, les jeunes réagissent d'abord contre la guerre et contre la corruption générale née du système de la guerre.

C'est peut-être cette situation très particulière qui explique en premier lieu le rôle nouveau joué par les bouddhistes. A partir du moment où le régime des frères Ngo (Diem, Nhu, etc.) s'est essouffé, l'aspiration des masses citadines à la paix et à un régime démocratique s'est heurtée à une contradiction à laquelle aucun parti, aucune classe n'étaient prêts à offrir une solution : comment sortir de l'engrenage de la guerre sans que (pour la bourgeoisie) la source des profits se trouve soudain tarie et (pour tout le monde) sans s'exposer aux risques que seuls les paysans —

et certains individus dans les villes — sont prêts à prendre le risque d'une autre guerre ?

Les bouddhistes, eux, offraient le biais d'une lutte politique qui peut aussi revêtir accessoirement des formes violentes, mais qui est menée au nom de la non-violence et de l'intérêt général. Dès lors, ils sont devenus le rassemblement et le lieu de renaissance du mouvement démocratique.

Guerre des paysans, mouvement démocratique : les deux se conjuguent et à moins d'une héroïque décision américaine de régler le sort du Vietnam par une négociation, c'est-à-dire en fin de compte, d'abandonner la base de Saïgon ; l'avenir se joue entre ces deux forces.

Paul Parisot.

M.R.A.P.

Pas de prescription pour les crimes nazis.

Le Conseil national du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.), réuni à Paris souligne l'extrême gravité de la décision prise par les autorités oest-allemandes de déclarer acquise, le 8 mai prochain, la prescription des poursuites contre les crimes perpétrés par les nazis de 1933 à 1945.

Car le nazisme n'est pas mort. Vingt ans après la capitulation du III^e Reich, des organisations nationales et internationales se réclament et s'inspirent toujours de l'idéologie raciste hitlérienne. Il serait intolérable de permettre à des milliers de criminels, en les soustrayant légalement à toute poursuite, de rejoindre ouvertement ces organisations et de les renforcer, en hommes et en moyens financiers.

La prescription, si elle devenait une réalité, serait un défi, non seulement aux accords interalliés, mais encore au droit pénal international tel que l'ont défini les Nations Unies en 1946, 1947 et 1948. Elle mettrait à néant l'un des résultats essentiels de la victoire des peuples sur le nazisme : la recherche et le châtiement des criminels hitlériens. Les règles ordinaires

sont inapplicables à des crimes dont l'ampleur est sans précédent dans l'Histoire et qui ne sont pas prescriptibles.

Le Conseil national invite tous les antiracistes sans distinction, les anciens internés et déportés, les anciens résistants, les anciens combattants, toutes les victimes du nazisme, à s'unir et à coordonner leurs actions pour empêcher la situation scandaleuse qui se prépare.

Il appelle les comités et les militants du M.R.A.P. à redoubler d'efforts pour faire mieux connaître à l'opinion publique les dangers de la prescription et multiplier les démarches auprès des autorités compétentes.

Il demande à tous les élus et au gouvernement français d'intervenir fermement auprès du gouvernement de la R.F.A. et de rappeler celui-ci au respect du droit international inscrit dans sa propre Constitution.

L'année du vingtième anniversaire de la libération des camps, où des millions d'êtres humains furent exterminés, ne peut être celle de la prescription des crimes nazis.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



LE LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Hachette)

- L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I**
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAU
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, rellés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher le case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.
Nom..... Profession.....
Adresse..... Signature.....
N^o C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 12

NIGÉRIA

Le premier Front populaire africain

La crise qui secoue le Nigéria à la suite des élections générales suscite en Europe les réactions habituelles. On se scandalise des divisions de l'Afrique qui ferait mieux de s'unir pour rattraper son retard. On oublie que, dans ces querelles, les nations africaines ne sont pas seules parties prenantes et que de grandes puissances d'autres continents ne se font pas faute de jeter de l'huile sur le feu. On feint de ne plus se souvenir que toutes les nations, dans la période de leur formation, ont traversé ce genre de crise et que si l'Afrique y aborde avec retard, c'est à cause de l'esclavage puis de l'aliénation coloniale imputables à ces grandes puissances qui s'érigent aujourd'hui en professeurs de morale.

Crise de croissance

Les événements du Nigéria, plus que d'autres événements africains, méritent de retenir l'attention de ceux qui s'intéressent à l'extension du socialisme à travers le monde. Ce pays possède déjà une économie diversifiée et des classes sociales structurées, privilège rare en Afrique. Il connaît une période de tension économique. Le niveau de vie s'y est élevé rapidement (il approchera du niveau européen entre 1870 et 1880). Les exigences de la croissance économique appellent, à présent, une restriction provisoire de la consommation et le démantèlement de structures féodales périmées. Comme toujours en de telles circonstances, les citoyens du Nigéria essaient de répondre aux deux questions suivantes :

- 1° Comment répartir les sacrifices entre les différentes classes sociales de la société ?
- 2° Entre quelles classes sociales convient-il de nouer des alliances pour vaincre les forces conservatrices bénéficiant des structures appelées à disparaître ?

Riposte « graduée »

Le Nigéria se trouve confronté avec des problèmes assez voisins de ceux que nous avons connus en Europe dans un passé récent. Sans doute, momentanément, la vie politique s'y trouve bloquée. A la suite de truquages électoraux, les conservateurs, conduits par le Premier ministre Sir Abubakar Tafawa Balewa, un féodal, chef de file de la coalition dénommée Alliance Nationale, ont remporté la victoire. Le chef de l'opposition, le président de la République en personne, le Dr N'mandi Azikiwe, un bourgeois libéral, se contente d'une riposte graduée : il veut éviter l'éclatement du Nigéria, nation fédérale composée de quatre Etats à l'économie complémentaire. De plus, le haut commandement de l'armée fait pression sur le président de la République, une armée toujours soumise à l'influence de l'ancien colonisateur britannique.

Pour apprécier l'importance de la

situation politique qui est appelée à se développer demain en Nigéria, un retour en arrière s'impose. La Grande-Bretagne a donné l'indépendance à ce pays le 1^{er} octobre 1963. Grand comme la France, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas réunis, le Nigéria, qui compte 50 millions d'habitants (le quart de la population africaine), semblait appelé dès le départ à des lendemains prometteurs.

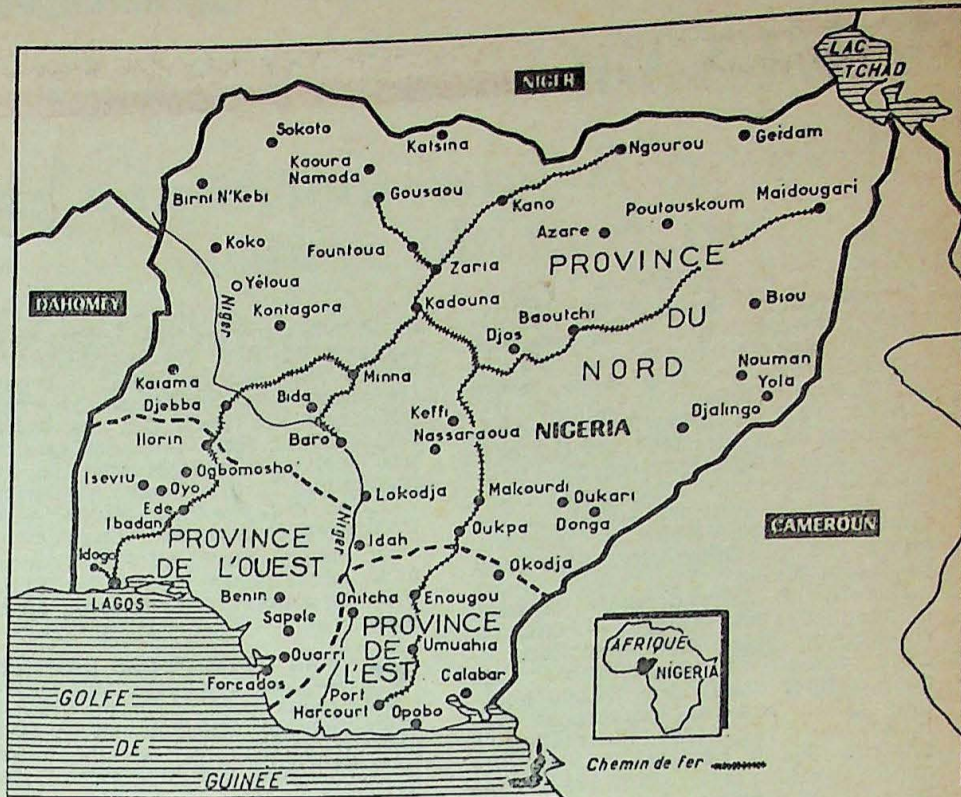
Ce pays ne connaît pas les difficultés de ses voisins que la monoculture ou l'extraction d'un seul produit minier rendent totalement tributaires de l'étranger pour leur développement. La production agricole y est diversifiée : arachide, coton, palmier à huile, riz, etc.; même situation pour les produits du sous-sol : pétrole, charbon, étain, colombite. A partir de l'ensemble de ces produits est née une industrie de transformation à peu près également répartie sur tout le territoire.

Ajoutons que les populations nigériennes n'ont pas à souffrir dans leur développement physique et intellectuel de ces carences alimentaires qui constituent de sérieux obstacles au progrès de tant d'Africains. Les protéines ne font pas défaut, ce pays possédant le plus beau cheptel de l'Afrique : 10 millions de bovins et 6 millions d'ovins. Seule l'organisation politique pose de sérieux problèmes.

Les féodaux

Le Nigéria, du fait de son étendue, de sa position aux confins de l'Afrique soudanaise et de l'Afrique bantoue, rassemble sur son territoire des populations nettement distinctes. Le colonialisme britannique devait d'ailleurs s'employer à développer les antagonismes ethniques. A l'heure de l'indépendance, seule une constitution fédérale s'avéra viable. La fédération du Nigéria se subdivisa en quatre Etats. L'Etat du Nord comprit les Haoussas et les Peuls, peuples de race blanche, apparentés aux Berbères et pratiquant la religion musulmane. Organisation politico-religieuse, régissant à la fois le temporel et le spirituel, l'Islam a donné naissance à des civilisations brillantes dans les pays riverains de la Méditerranée et du Nil, où le courant naturel des échanges a fait contre-poids à la rigidité de ses structures et contribué à cet équilibre qui est le propre des grandes civilisations. L'Etat du Nord nigérien est situé à l'intérieur des terres. L'Islam, un moment stimulé par le courant caravanier, s'est replié sur lui-même et devient aujourd'hui le support d'un régime féodal dont les élévateurs de grands troupeaux sont les maîtres et les profiteurs.

A cette féodalité musulmane du Nord font pendant, dans les trois Etats du Sud, des petits bourgeois, des prolétaires et des paysans de religions animiste et chrétienne, de race noire, appartenant aux tribus des Yourubas et des Ibos. Leurs Etats se



(Photo AGIP.)

Le Nigéria : deux fois la superficie de la France, 55 millions d'habitants.

dénomment : Etat de l'Est, Etat du Centre-Ouest, Etat de l'Ouest.

En favorisant la fractionnement des populations noires d'ethnies voisines en entités administratives distinctes, la diplomatie britannique se livrait-elle à l'un de ces subtils calculs dont elle a le secret ? Ces populations de civilisation côtière, à la fois largement ouvertes sur le monde extérieur et très jalouses de leur indépendance, étaient de nature à causer des inquiétudes à un colonisateur qui « dégage » mais entend conserver ses intérêts et la prédominance de ses alliés : les féodaux du Nord.

L'impossible alliance

Les événements qui suivirent les six premiers mois de l'indépendance laissèrent espérer aux intérêts britanniques que ceux-ci avaient réalisé un réel profit dans la partition du Sud en trois Etats. L'Etat de l'Est, composé pour une bonne part de petits paysans et de petits entrepreneurs, regardait avec une certaine méfiance les Etats de l'Ouest et du Centre-Ouest, territoires des grandes concentrations urbaines et de l'action syndicale ouvrière. Par ailleurs, l'Etat du Nord, légèrement majoritaire sur les trois autres par la population, ne pouvait exercer seul le pouvoir, vu le caractère fédéral de la nation ; il trouva une force d'appoint auprès de l'Est. L'alliance fut de courte durée.

Le calcul britannique n'était pas totalement juste, car il ne concernait pas des populations fraîchement sorties de la nuit coloniale, mais s'appliquait à un peuple déjà fortement évolué. L'expansion économique fut la cause profonde de la rupture entre le Nord et l'Est. Elle suscita dans la vie nigérienne de telles contradictions, notamment à l'occasion de la grande grève des dockers de Lagos, que le Nord, de par sa nature féodale, ne se trouva pas en situation de les surmonter et chercha simplement à les « casser ». On supprima un certain nombre de libertés : liberté de la presse, liberté d'expression de l'opposition parlementaire, emprisonnement de leaders politiques et syndicaux. Les bourgeois libéraux de l'Est, attachés aux principes de la démocratie parlementaire, enseignés dans les universités britanniques, ne pouvaient plus, dans ces conditions, poursuivre le bout de chemin qu'ils avaient commencé avec le Nord. La période des élections approchant, ils effectuèrent un renversement des alliances, se tournèrent vers leurs frères de race, les syndicalistes du Centre-Ouest et de l'Ouest. Pour la première fois en Afrique naissait un Front populaire, assez voisin, par sa composition sociale tout au moins, de la formation française de 1936.

Contre Tschombé

Le Front populaire nigérien n'a pas triomphé aux élections. Même si la consultation n'avait pas été truquée, il avait peu de chances de remporter plus de 45 à 48 % des voix, ce qui aurait donné une Chambre ingouvernable. Le Front populaire, malgré les atermoiements de son leader, le bourgeois libéral N'mandi Azikiwe, ne semble pas, cependant, appelé à se dissoudre. Malgré sa composition hété-

rogène — encore que la distance ne soit pas bien grande entre ses prolétaires et ses petits bourgeois — il a l'avantage d'unir ses participants par des liens ethniques solides. L'antagonisme qui l'oppose aux musulmans ne risque pas pour autant de dégénérer en véritable guerre de religion. Toutes importantes qu'elles soient pour rassembler les individus, les questions religieuses n'ont dans ce pays qu'une portée relative et exclusivement locale. Le Front populaire animiste et chrétien a véhémentement protesté contre l'appui accordé par les hommes politiques du Nord à Tschombé et rejoint, sur la question du Congo-Léopoldville, les positions de l'Algérie et de la R.A.U. musulmanes, qui ne peuvent manquer en retour de lui apporter un soutien discret mais efficace. Si bien que cette force, qu'elle le veuille ou non, se trouve condamnée à poursuivre l'action politique engagée avant les élections.

Décisif pour l'Afrique

Quels obstacles le Front populaire nigérien est-il appelé à rencontrer sur son chemin ?

On a parlé, ces jours derniers, d'un coup d'Etat militaire. L'armée, bien que liée à l'ancien colonisateur britannique, ne dispose pas dans le pays d'une implantation suffisante pour s'opposer durablement aux dockers de Lagos et aux forces syndicales importantes existant chez les ouvriers et dans l'enseignement.

D'autres ont laissé entrevoir un éclatement de la fédération. Mais tout le monde sait au Nigéria que le Nord n'a pas d'accès vers la mer, que les économies des deux régions sont complémentaires et qu'une solide conscience des réalités économiques anime les tenants du féodalisme comme ceux du libéralisme.

Tout cela destine le Front populaire à une action difficile qui donnera un poids grandissant aux organisations ouvrières à mesure qu'elle se radicalisera. Les affrontements violents ne sont pas à exclure. Ils ne semblent pas, néanmoins, devoir prendre comme ailleurs l'allure de jacqueries, en raison de l'évolution de la société nigérienne.

Le quart de la population africaine est en train de vivre l'une des mutations politiques la plus importante dans l'histoire contemporaine de ce continent.

Jacques Vivien.

BULLETIN DE COMMANDE

NOM

Adresse

Passé commande de

- | | | |
|------|--|--------|
| 1. - | TS n° 215 sur les Municipales | à 0,20 |
| 2. - | TS n° 216 sur le Contre-Plan | à 0,45 |
| 3. - | TS n° 217 sur les Présidentielles | à 0,20 |
| 4. - | Affiches Municipales (3 couleurs) | à 0,15 |
| 5. - | Affiches Présidentielles | à 0,15 |
| 6. - | Tract Municipal | à 0,01 |
| 7. - | Tract Président. (Appel aux Trav.) | à 0,01 |
| 8. - | 1 ^{er} Dossier Municipales (fiches) | à 2,00 |

Ci-joint un chèque d'un montant de

PAIEMENT A LA COMMANDE. Tribune Socialiste. C.C.P. 5826-65 Paris

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

PROBLÈMES ACTUELS DU SOCIALISME

“La classe ouvrière et le régime gaulliste”

Un livre de Pierre Naville

L'attitude des travailleurs devant l'évolution du régime gaulliste a déjà fait l'objet de nombreuses études, mais aucune n'embrasse autant de problèmes que celle que Pierre Naville vient de publier sous le titre « La classe ouvrière et le régime gaulliste » (1). C'est que ce volume réunit une trentaine d'études et d'articles parus dans divers journaux et revues entre 1955 et 1963, et qu'il s'agit d'études militantes, de prises de positions politiques, de conférences ou d'interventions dans diverses réunions, bref, d'écrits qui ont toujours pour objet tel ou tel aspect des luttes ouvrières. Nous savons que P. Naville étaye ses analyses sur des travaux plus spécialisés, mais cela ne fait que donner aux thèmes de ses réflexions politiques et sociales un contenu qu'on trouve rarement dans ce genre d'ouvrages.

L'auteur, tout en suivant les événements, centre toujours sa réflexion sur quatre aspects principaux. D'abord, comment évolue la classe ouvrière, sous l'effet du développement du capitalisme, des progrès techniques, des contradictions sociales nouvelles. En second lieu, que devient dans la situation présente la fonction d'un parti socialiste ? Troisièmement, quelle est la signification du « régime gaulliste » et de sa politique, notamment de sa politique militaire (à laquelle Naville a consacré par ailleurs une brochure spéciale, L'Armée et l'Etat en France) (2). Quatrièmement, quel est le contexte international dans lequel s'inscrit la politique du gaullisme et l'action de la classe ouvrière, en particulier en ce qui concerne l'évolution de l'U.R.S.S. ?

On pourrait dire que ces problèmes sont justement ceux qui sont discutés aujourd'hui dans toute la gauche et que Naville apporte à leur solution une contribution essentielle, d'autant plus que, comme on le voit en lisant cet ouvrage, nombreuses sont ses analyses qui ont été reprises un peu partout mais en les déformant souvent ou en n'en retenant qu'un aspect particulier. Chez Naville, les analyses s'appuient à la fois sur un examen très minutieux des situations immédiates et concrètes et sur des options et vues générales qui concernent la signification finale et totale du socialisme.

Par exemple, quand il étudie dans la première partie les transformations de la classe ouvrière depuis la guerre, Naville n'oublie pas, contrairement à tant d'autres auteurs, de montrer pourquoi ces transformations, au lieu de faire disparaître la fonction révolutionnaire de la classe ouvrière, des travailleurs salariés, leur donne au contraire beaucoup plus d'ampleur aujourd'hui. Peut-être parce qu'il est marxiste, on voit que pour lui les modifications qui se sont produites à la fois dans la structure du capitalisme et de ses techniques, et dans la composition et les fonctions de la classe ouvrière, ouvrent la voie à une nouvelle définition de la révolution.

Il nous rappelle, par exemple, que l'objectif de toute action révolutionnaire reste l'abolition du salariat, et par conséquent des rapports capitalistes. Cela peut paraître un objectif bien lointain aux militants qui luttent tous les jours pour une amélioration des conditions des salariés. Mais c'est un objectif qui ressort de la signification des revendications partielles elles-mêmes, si l'on voit bien leur évolution. Les chapitres sur la structure des salaires et les formes modernes du travail montrent bien que la technique d'aujourd'hui et les formes du néo-capitalisme aboutissent à mettre en cause les formes mêmes de la rémunération du travail, et notamment sa durée. C'est d'ailleurs peut-être dans cette voie que les socialistes devraient mettre en avant l'idée d'une « politique des revenus » révolutionnaire, fondée sur l'abolition des privilèges capitalistes et sur une forme nouvelle de rémunération adaptée aux besoins que le produit social permet de satisfaire.

La classe ouvrière n'est ni « nouvelle », ni « ancienne ». Ce sont les industries qui sont anciennes et nouvelles. Il ne faut pas confondre la composition de la population active salariée, qui dépend des nouvelles structures de la technique et de l'industrie, avec la fonction de la classe ouvrière et de ses divers milieux, qui dépend de la structure économique et des rapports sociaux dans le pays (sans oublier d'ailleurs que ces rapports ont maintenant une certaine homogénéité dans l'Europe entière, comme le montrent très bien les articles que Naville consacrait à la stratégie ouvrière européenne dès 1956). La lutte sociale doit s'appuyer sur les fonctions de la classe ouvrière, et non sur sa composition, de sorte qu'il

procéder à « l'intégration » de l'Algérie. Le néo-capitalisme s'appuie sur une manipulation de l'Etat à ses propres fins économiques, et l'Etat renforce son armature en servant le néo-capitalisme : « la nationalisation des forces économiques essentielles renforce évidemment toute la bureaucratie d'Etat qui y est liée (et qui n'est pas seulement une technocratie), entre autres l'Armée qui y participe de façon croissante par le canal du budget, de prêts extérieurs, et du parasitisme sur les industries plus ou moins contrôlées par l'Etat. C'est cette nationalisation qui donne sa base au régime de Gaulle et à sa future constitution ».

Aujourd'hui, on voit bien, en effet, qu'en liquidant la guerre d'Algérie, l'Etat gaulliste et la grande bourgeoisie visaient autre chose. En 1965, on comprend mieux que grâce à cette « décolonisation » forcée les gaullistes allaient servir la cause du néo-capitalisme, en accentuant la force bureaucratique et technocratique de l'Etat, en organisant un nouvel appareil militaire industrialisé et « atomique », en instaurant un nouveau mode d'exploitation des anciennes colonies, et en cherchant à domestiquer la classe ouvrière par des promesses jamais tenues d'ailleurs, de « participation aux bénéfices ».

Contre cette politique, les partis socialistes n'ont pas su élaborer jusqu'à présent une politique cohérente et

duit entre l'U.R.S.S. et la Chine, mais c'est l'évolution de l'U.R.S.S. qui a l'intérêt le plus immédiat pour le mouvement ouvrier français, comme l'ont montré les XX^e et XXII^e Congrès du P.C. soviétique, et récemment le limogeage subit de Khrouchtchev.

Naville examine la signification comparée des contradictions dans le monde capitaliste, des contradictions qui existent entre les Etats socialistes, et de l'opposition générale entre les deux « camps ». Selon lui, cette dernière opposition domine encore les autres, ce qui tend à faciliter le développement des politiques « neutralistes ». Ce serait aussi, à son avis, la faiblesse de la capacité économique de concurrence de l'U.R.S.S. sur le marché mondial qui expliquerait la possibilité de la « coexistence pacifique », malgré la tension militaire et l'équilibre de la terreur atomique. Mais finalement, les contradictions internes de l'U.R.S.S. elle-même expliqueraient mieux que tout la politique extérieure de l'U.R.S.S. et son rôle dans le mouvement communiste international.

L'U.R.S.S. d'aujourd'hui n'a plus grand-chose de commun avec la Russie d'octobre 1917, bien que ce soit toujours le même parti qui la dirige et la domine. Avec la croissance économique et le développement d'une classe ouvrière (nouvelle, celle-là) de 40 millions de personnes, avec l'ébranlement de la politique de planification stalinienne, avec l'arrivée à l'âge adulte de générations nées après la révolution, se développent de nouvelles difficultés, et certaines contradictions qui ressemblent à celles que le capitalisme connaît et a connues. Naville en tire la conclusion que ce n'est pas un processus de « démocratisation » dans le sens classique, que va connaître l'U.R.S.S., mais plutôt de nouvelles secousses révolutionnaires contre le bureaucratisme d'Etat.

En tout cas, il apparaît que le sort de la classe ouvrière européenne est aujourd'hui lié à celui de la classe ouvrière soviétique. La politique d'unité à l'échelle internationale prendrait ainsi une nouvelle signification et une plus grande envergure. Nous devons réfléchir à de telles perspectives, car la crise du gaullisme ne peut déboucher sur une simple crise française. Elle entraînera une crise européenne, et ses répercussions sur l'évolution de l'U.R.S.S. peuvent être considérables. C'est peut-être dans ce sens que le socialisme verrait le jour en France et en Europe en même temps qu'un socialisme démocratique s'instaurerait en U.R.S.S.

Ce sont là quelques-uns des problèmes auxquels fait réfléchir le livre de notre camarade Naville. Les militants y trouveront un arsenal d'arguments en même temps que de nombreuses analyses approfondies sur bien des sujets brûlants. Il apporte ainsi une contribution très appréciable à la recherche de la nouvelle politique socialiste dont nous avons besoin.

René Vedel.

(1) *La Classe ouvrière et le régime gaulliste*, Etudes et Documentations Internationales (29, rue Descartes, Paris-V^e). Un volume de 488 pages, 18 F.

(2) *Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, 1961, 1,50 F.



(Photo Kagan)

Pierre Naville : à la recherche d'une nouvelle politique socialiste.

serait stupide de ne voir que les techniciens ou travailleurs techniquement avantagés, alors que le prolétariat reste très étendu, notamment à la main-d'œuvre immigrée et aux milieux des employés et des services publics désavantagés. D'où la nécessité de préparer des luttes globales, orientées sur le contrôle et la prise de possession de l'appareil économique et industriel, sur une planification d'un type nouveau, et sur l'auto-direction totale du secteur public étendu à de nouvelles nationalisations.

Naville combat d'ailleurs à ce propos les illusions sur la « société de consommation », tellement répandues sous l'influence du capitalisme commercial et des industries de consommation. Les changements dans la forme et le volume de la consommation n'empêchent pas que le système de production reste la base de la vie sociale, sans oublier qu'une partie considérable de la consommation est d'ordre militaire. Car le profit capitaliste (ou des entreprises publiques) ne provient pas de la vente des produits consommés, malgré l'apparence. Il est créé par les travailleurs qui servent les instruments de production. Il ne s'agit donc pas seulement de mieux « partager le gâteau », mais de fabriquer autrement un autre gâteau.

Le régime gaulliste a surtout servi de paravent à la bourgeoisie (et à l'Etat français) pour faire avaler aux travailleurs ses propres réformes néo-capitalistes, destinées à perpétuer son pouvoir. Naville disait en juillet 1953 que le rôle du gaullisme était de faire aboutir « la grande réforme constitutionnelle de la bureaucratie économico-militaire française », et non de

surtout unifiée. Dans les articles consacrés aux tentatives des formations qui ont précédé le P.S.U., ainsi qu'au Parti communiste et à la S.F.I.O., Naville insiste sur les dangers de sclérose bureaucratique qui existent chez eux, rendant plus difficile une unité d'action qui prenne racine dans le peuple, et qui repense les problèmes du programme révolutionnaire. Mais les événements ont beaucoup marché depuis, et en 1965 on commence à mieux voir comment les partis socialistes et les organisations syndicales pourraient s'entendre sur un nouveau programme de contestation globale du gaullisme.

Evidemment, ce n'est pas en donnant dans le panneau des « réformes de l'entreprise » style Bloch-Lainé, ou des arbitrages gouvernementaux style Commission Toutée ou Conférence des Revenus, ou des Accords d'entreprise style Renault (qui viennent d'être dénoncés, et on trouvera à ce propos dans le livre une longue étude critique de Naville parue en 1956 au moment des Accords). Il faudra plutôt s'engager dans la voie d'une politique de contestation globale, capable de réunir la grande masse des salariés, comme on l'a vu récemment dans la grève des services publics, seconde riposte des salariés à l'Etat gaulliste, après celle des mineurs.

Dans la quatrième partie de son ouvrage, Naville a réuni un certain nombre d'études importantes sur l'évolution de l'U.R.S.S., ainsi que sur la Yougoslavie et la Chine. Ces études approfondies indiquent dans quel contexte évolue la classe ouvrière française. Il serait évidemment nécessaire de les compléter aujourd'hui par l'examen du « schisme » qui s'est pro-

L'examen du permis de conduire est-il une mascarade ?

Quelles sont les chances des candidats ?

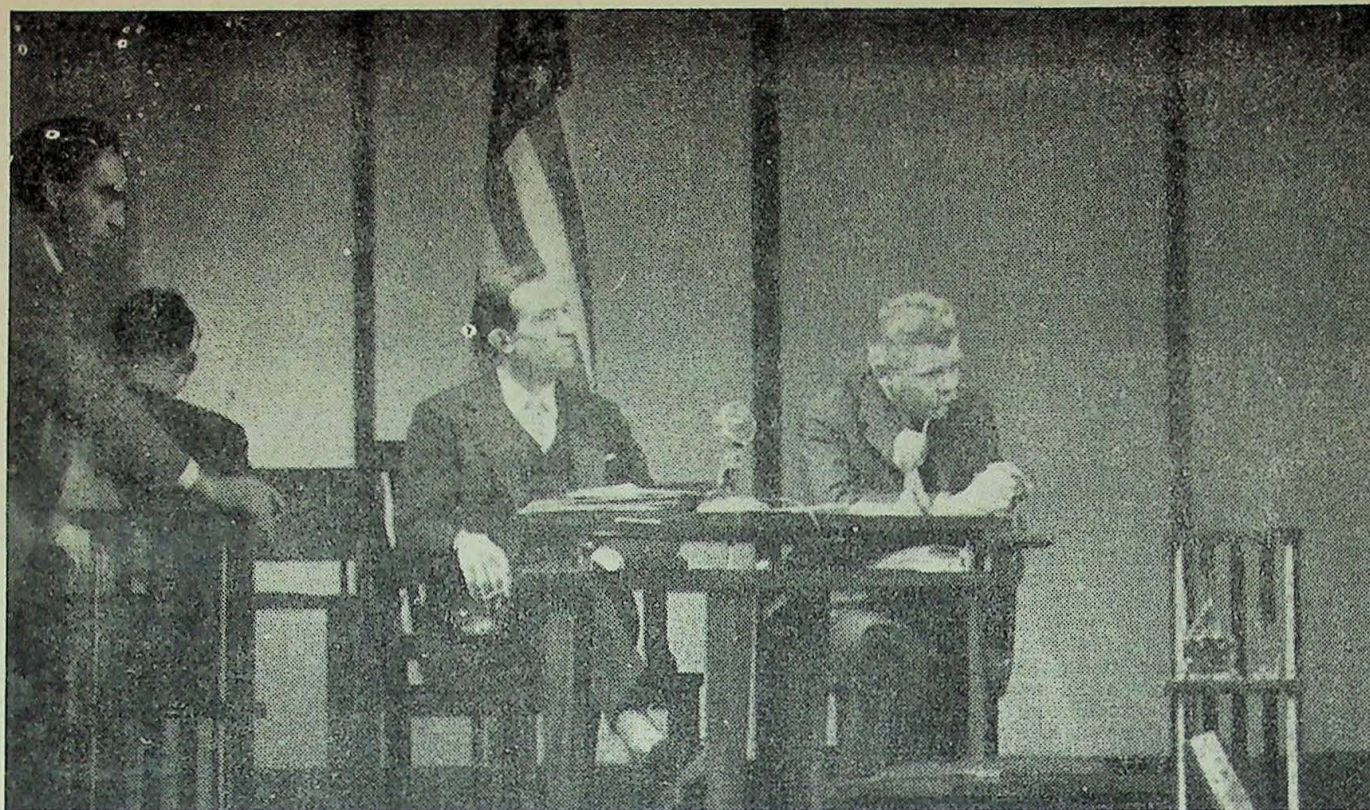
Les accidents d'automobile sont-ils dus à des défaillances de mécanique ou de conducteurs ?

Sont-ils provoqués par l'étroitesse des routes ou par l'absence de jugeote ?

Les réponses à ces questions, vous les trouverez dans le livre qui vient de paraître (1) *Les Tribulations d'un moniteur d'auto-école*, de Sébastien Soler.

Ce récit satirique, avec ses « remarques et suggestions », est aussi un « réquisitoire contre les méthodes actuelles d'examen » et en même temps un plaidoyer pour les candidats au permis de conduire.

(1) Editions du Scorpion, 1, rue Lobineau, Paris-6. (Prix : 11 F.)



(Photo Kagan)

LE DOSSIER OPPENHEIMER

au Théâtre de l'Athénée

Jean Vilar a écrit « Le dossier Oppenheimer » d'après le montage scénique d'Heinar Kipphardt et les minutes de la Commission de sécurité de l'Energie atomique qui ont été publiées par le département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Vilar a fait ce travail consciencieusement, scrupuleusement et sans parti pris. Il a agi de la même façon, ensuite, dans sa régie scénique, assisté de Florence Malraux et Stéphane Meldegg.

Aujourd'hui, Jean Vilar nous présente « Le dossier Oppenheimer ». C'est un dossier énorme.

Il nous dit : « ... On affirme que les rapports (les « records ») concernant Oppenheimer atteignent dans les archives du très célèbre F.B.I., ô films policiers de notre enfance, la hauteur d'un homme. »

Nous nous trouvons dans le bâtiment de la Commission de l'Energie atomique. Une pièce comme les autres sommairement aménagée. Du plafond, descendent ces globes lumineux fixés à leur tige de métal chromé ; au fond,

une muraille sombre ; légèrement en avant de celle-ci, côté jardin, un couloir vitré, derrière lequel tout se voit, qui conduit à une porte. De ce même côté : les trois juges, le président Gordon Gray, 45 ans, président du Conseil de Sécurité ; le second : T.-A. Morgan, 66 ans, ancien directeur et président de Sperry Corp. ; le troisième : W.-V. Evans, 71 ans, ancien professeur de chimie à l'Université de Loyola de Chicago, meilleur spécialiste américain en matière d'explosifs. Au centre de la pièce, vers le fond, les deux avocats de la Commission de l'Energie atomique : Robb et Rolender.

Sur le même plan mais plus vers cour, l'avocat d'Oppenheimer : Lloyd Garrison

En retrait, complètement à cour, sur un fauteuil : le docteur Oppenheimer. Enfin, presque au centre de ce demi-cercle : une table d'enregistrement qui se trouve derrière les juges.

Avant d'ouvrir ce dossier Oppenheimer, reportons-nous quelques années en arrière. 1945 : la conférence de Yalta sépare le monde en deux blocs. Aux U.S.A. l'anticommunisme d'avant guerre, qui sommeillait, reparait. Un sénateur républicain Mac Carthy se fait le champion de cette lutte, s'en prend aux petits comme aux grands. Il « voit » des communistes partout. Conséquence : la création de « bureaux de loyalisme » qui sont chargés de faire des enquêtes dont les conclusions peuvent conduire au licenciement, même parfois à la déchéance de la nationalité américaine.

On savait que J. Robert Oppenheimer avait été avant-guerre sympathisant de la gauche et de l'extrême gauche. On savait aussi que sa fiancée d'alors était une personne de gauche ayant parait-il appartenu au parti communiste. Le frère d'Oppenheimer fut membre également de ce parti de 1936 à 1941. On savait tout cela et beaucoup d'autres choses « passées » mais qui suffisaient à considérer Oppenheimer comme un suspect.

Venons-en maintenant à ce « Dossier Oppenheimer ». Nous sommes en 1954. L'interrogatoire de l'accusé commence. C'est Roger Robb, l'un des avocats de la Commission de l'Energie atomique, qui questionne avec virulence. Pour lui, tout est ramené au communisme : le frère, la fiancée d'Oppenheimer, etc. Il s'étonne lorsque l'accusé lui affirme avoir oublié d'indiquer sur le questionnaire de sécurité les fiches, et cela avant son entrée dans les laboratoires, sa sympathie « même sentimentale » pour le parti communiste avant la guerre et les renseignements sur son frère et son ex-fiancée. Il s'étonne des oublis, des hésitations d'Oppenheimer qui lui dit pourtant « qu'il ne dispose plus que de sa mémoire pour se rappeler puisqu'on lui a pris tous ses documents ». Cet interrogatoire fouille dans la vie privée passée d'Oppenheimer avec instance, outrecuidance et indécence. Parce que Oppenheimer a voulu exercer une pression pour maintenir à leur place deux de ses élèves sympathisants communistes ; il est

lui-même considéré comme tel bien qu'il ait changé depuis la fin de la guerre.

Après ce premier interrogatoire où sont intervenus les juges, les témoins arrivent. Le premier, le colonel Pash (Gérard Darrieu est excellent), est un nifestation de l'esprit scientifique c'est penheimer mais malgré cela il a été convaincu tout de suite qu'il était communiste. Le second témoin : John Lansdale (Jean-François Rémi est vraiment le personnage, il le vit, il y croit), est outré de ce procès. Il considère qu'Oppenheimer est loyal et l'a toujours été. Son attitude était la manifestation de l'esprit scientifique c'est tout. Pour Lansdale, juger un homme d'après ses opinions d'avant-guerre lui semble une folie. Edward Teller, ancien antagoniste d'Oppenheimer vient témoigner à son tour. Pour lui, l'accusé est loyal vis-à-vis des Etats-Unis, mais il n'a pas toute sa confiance.

Après chaque témoin, les juges questionnent, l'avocat intervient, toujours Oppenheimer répond calmement. Il reste honnête vis-à-vis de lui-même. Jamais, il n'est animé d'un esprit « artisan. Oppenheimer est loyal, franc, logique. Il est humain : il aime le Peuple. Il désirait rester neutre dans la fabrication de la bombe H. C'est justement ce qu'on lui reproche :

« J'ai toujours considéré, dit-il, la bombe H comme une arme terrible... J'ai éprouvé des scrupules. »

« Et des remords ? » lui rétorque-t-on.

« Qui n'en a pas ! » répond-il simplement. On lui dit alors qu'il se devait de découvrir la bombe H.

La réponse est nette : « Réaliser la bombe à hydrogène n'est pas une promenade académique. C'est une question de vie ou de mort. »

Le docteur Hans Bethe (Dominique Rozan) affirme à son tour qu'Oppenheimer est loyal et l'a toujours été à l'égard des Etats-Unis. Isidor Isaac Rabi (François Darbon l'est avec humour, intelligence et tact) affirme lui aussi la loyauté d'Oppenheimer envers ses amis et les institutions américaines « C'est, dit-il, un caractère intègre, réfléchi, un homme extrêmement sensible. »

Chaque fois, Oppenheimer a écouté, chaque fois, il a répondu franchement, prenant le temps de la réflexion.

Après le déjulé de quarante témoins, dont une seule femme, Mme Oppenheimer, nous apprend l'un des personnages, après trois semaines d'interrogatoire, l'accusé par deux voix contre une est déclaré indésirable dans toute fonction comportant l'accès aux secrets militaires et est relevé de ses fonctions officielles. Le 2 décembre 1963, en application d'une citation signée par le Président J. F. Kennedy la veille de sa mort, le Président Johnson remet au docteur Oppenheimer le prix Enrico-Fermi : la plus haute distinction attribuée par la Commission de l'Energie atomique.

En réalisant ce « Dossier Oppenheimer », d'une façon précise, concise, sans effets, en interprétant lui-même Oppenheimer avec humanité, Jean Vilar a voulu nous montrer jusqu'où va l'oppression et le danger dont sont menacés tous les hommes libres qui « ne pensent pas » selon le pouvoir.

Michel DUVERNAY.

QUI EST

J.-R. OPPENHEIMER ?

A l'automne de 1942, le général Groves, chef du projet Manhattan, rencontra Oppenheimer et lui proposa de prendre lui-même la direction du laboratoire unique d'où sortirait la bombe A...

J.-R. Oppenheimer n'avait que trente-huit ans. C'était un universitaire brillant ; il avait publié de nombreux travaux sur les aspects les plus divers de la physique nouvelle, et il était probablement l'homme qui, aux Etats-Unis, avait le plus fait pour préparer la montée d'une nouvelle génération de savants.

En août 1949, l'étude des clichés pris dans la haute atmosphère par les bombardiers apporta une nouvelle écrasante pour les dirigeants américains : l'U.R.S.S. avait fait exploser une bombe atomique. Pour Oppenheimer, ce n'était pas une surprise... Quant aux dirigeants des Etats-Unis, ils n'eurent qu'une pensée : réaliser au plus vite la super-bombe, la bombe à hydrogène...

Les réticences initiales d'Oppenheimer à l'égard de la bombe H avaient considérablement affaibli son prestige auprès des officiels. En juillet 1952, il abandonna la présidence du comité consultatif de la Commission de l'Energie atomique.

Le 21 décembre 1953, Oppenheimer fut convoqué d'urgence à Washington par Lewis Strauss, devenu président de la Commission de l'Energie atomique. Strauss lui communiqua le texte d'une lettre préparée par le général Nichols, directeur général de la commission, qui assistait à l'entretien.

Le document rédigé par Nichols était un acte d'accusation nourri de tous les faits, vrais ou supposés, dont les services secrets avaient alimenté le dossier Oppenheimer pendant dix ans.

Oppenheimer choisit de faire face. Le procès — on peut employer ce mot, bien que, juridiquement, il ne s'agit que d'une procédure administrative devant un « comité du personnel » — s'ouvrit le 12 avril 1954 et dura trois semaines, au cours desquelles Oppenheimer atteignit son cinquantième anniversaire.

Le Dr Oppenheimer, surnommé le « père » de la bombe atomique, était relevé de toutes ses fonctions officielles et déclaré indésirable dans tous les postes ayant accès aux secrets militaires.

Extraits du livre de Michel Rouzé : Robert Oppenheimer et la bombe atomique (Seghers, éd.).

Citations d'Oppenheimer

« Les hommes de science, comme les artistes, vivent sans cesse au bord du mystère, enveloppés de mystère : comme critère de leur force créatrice, ils ont toujours poursuivi l'harmonisation des concepts révolutionnaires et traditionnels, l'équilibre entre la nouveauté et la synthèse, le désir d'instaurer un ordre au moins partiel dans le chaos général. Dans leur travail et leur vie, ils peuvent être utiles à eux-mêmes, à leurs pareils, à tous les hommes. Ils peuvent construire des chemins qui réunissent les uns aux autres et au monde extérieur, les villages de l'art et des sciences, liens multiples, divers et précieux d'une vraie communauté mondiale.

Cette existence exclut la facilité. Nous aurons de la peine à ouvrir et approfondir nos esprits, notre sens de la beauté, notre aptitude à la créer et à la découvrir en des endroits lointains, étrangers et inaccoutumés. Nous aurons tous de la peine si nous voulons conserver ces multiples chemins, chemins englués, chemins de hasard, et les garder vivants dans un vaste monde ouvert à tous les vents. Mais c'est là, je le vois, la condition première de la dignité d'homme et, à cette condition, nous pouvons être utiles parce que nous nous aimons. » (Los Alamos.)

« Si les dirigeants occidentaux et ceux de l'Union soviétique avaient eu la moindre confiance les uns dans les autres, le secret nucléaire n'aurait pas été gardé et la paix aurait été assurée. »

« Notre seule supériorité sur l'honnête homme de jadis et ses illusions de connaissances encyclopédiques, c'est que nous, nous sommes conscients de notre ignorance. »

(Citations dans le programme du « Dossier Oppenheimer ». Théâtre de l'Athénée.)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publité : Genevieve Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39

Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

CINÉMA

Lucky Jo
de Michel DEVILLE



Eddie Constantine : une dimension humaine.

Les reproches formulés à l'égard de Chabrol seraient déplacés avec Michel Deville : l'auteur de Lucky Jo ne s'évertue pas à jouer les hercules de foire. Il a moins de prétention que son confrère, ne vise qu'à distraire, mais vise juste. Ce faisant, il réussit à donner à ses personnages une dimension humaine : ça accroche, retient et séduit.

Les mésaventures de Jo (Eddie

Constantine), gangster maladroit avec ses amis, relèvent de la douce fantaisie, mais la mécanique est parfaitement au point. Personne n'a l'air de forcer son talent ; c'est que chacun connaît son métier, du metteur en scène au simple comparse. Et le métier paie. Rubis sur l'ongle et sourire aux lèvres. Pas de regrets avec Deville, au contraire, on en redemande...

J.-J. V.

Le tigre aime la chair fraîche
de Claude CHABROL

Chabrol aime faire sentir au spectateur qu'il est un type très fort ; il prend ses distances avec son sujet et trouve toujours le moyen de vous dire qu'il n'y croit pas (le passage à tabac, par exemple, dans Le Tigre).

Roger Hanin est lancé dans une aventure où les trouvailles abondent, dépayent, déroutent, amusent, in-

quiètent. Ça fuse, ça court, ça crépite, mais (hélas !), ça n'explose jamais. Chabrol fait mieux que Hunebelle et son O.S.S. 117, mais il manque de conviction pour égaler TERENCE YOUNG (les « James Bond »).

J.-J. V.

LIVRES

Sébastien de Michel BREITMAN
(Prix Sainte-Beuve)

Il arrive de temps en temps aux objets ou aux personnes inutiles de rendre quelques services malgré tout. C'est le principe du « gadget » américain. Ce n'est cependant pas obligatoire d'aller en Amérique pour les découvrir et les utiliser. Ainsi dans notre littérature française ou européenne il existe de ces objets ou de ces personnes. Les prix littéraires font partie du lot. Dans le moment ils peuvent être utiles : amener le beurre dans les épinars de nos lauréats. Mais en marge du temps que sont-ils sinon des gadgets ? Les découvertes sont rares dans ce domaine. Hélas ! trois fois hélas !

Et pourtant non, pas hélas ! Le Prix Sainte-Beuve 1964 est, lui, bien attribué. L'auteur est, paraît-il, sympathique. Le livre, quant à lui, est bon. Il s'agit pour ceux qui l'auraient déjà oublié, de « Sébastien » de Michel Breitman (1). Il est d'ailleurs de nos amis, ici, à la « Tribune ».

Sébastien et Guy, gravissent la montagne. Ils sont amis. Du moins ils le croient encore ou semblent le croire. Sébastien apparaît comme l'éternel adolescent. Une sorte de personnage sorti frémissant d'une page de Gide, ou de Valéry Larbaud. Guy, le cadet, est plus vigoureux. Il s'est révolté lorsqu'il s'est aperçu du poids de l'influence de Sébastien. Ils gravissent donc cette montagne. C'est une sorte de duel, physique, de résistance

qui actualise l'expédition. C'est aussi un duel moral, sentimental. Les deux garçons pensent régler ainsi leur conflit, loin des hommes, dans la pureté des altitudes. Ce qui doit être mise au point devient drame : l'accident idiot comme tous les accidents. La jambe cassée. Guy est en danger physique. Mais comme le dit le Prière d'insérer, le vrai danger est dans l'âme de Sébastien, responsable au-delà du drame, qui, lui, poursuivra son chemin, aveugle comme le destin et amènera Guy dans la mort. Pourquoi cette mort ? On peut se poser la question. Il semble que cette mort physique soit nécessaire à Sébastien, pour qui Guy, même s'il avait vécu, n'aurait été qu'un cuisant souvenir, quelque chose de dur et de lourd, comme une pierre dans le cœur, quelque chose de dévorant, aussi, une sorte de haine qui suit, hélas, trop souvent certaines sortes d'amour. Peut-être, après tout, valait-il mieux que Guy mourût pour que ne vive pas cette nouvelle forme de sentiment qui est la haine. L'auteur semble ici avoir aidé Sébastien.

Cependant on peut dire aussi que Guy triomphe. Sa mort est une victoire. Il a enfin échappé à l'influence pesante de son ami. On ne peut pourtant pas admettre que le jeune Guy soit une manière de héros. Il meurt parce qu'il ne peut respirer l'air des sommets de la vraie et pure amitié. Cette ascension est celle d'un état

d'âme aussi rare dans notre monde que les sommets des plus hautes montagnes. L'explication qu'ils sont venus chercher, jamais ils ne pourront la trouver. Après tout, existe-t-elle ? Ne serait-ce pas le grand Montaigne qui a résolu le problème : « Parce que c'était lui, parce que c'était moi. » Cette mort, faillite tangible de l'amitié, a semblé difficilement acceptable de la part de certains critiques. Pourquoi ? Au diable la raison... Les sentiments, le cœur n'en ont-ils pas une qui n'est pas celle de l'esprit ?...

Il y a un malentendu. Aussi cruel que celui qu'expose Camus dans sa pièce. Je ne pense pas que ce malentendu soit la conséquence obligatoire de la vraie amitié, comme semble le penser Alain Bosquet dans sa chronique sur le roman. Il me semble qu'il faut croire en l'amitié, car elle existe. Heureusement pour les pauvres hommes. Mais elle n'est pas donnée à tout le monde. C'est la première leçon que je retire de ce livre.

Ce qui frappe aussi c'est l'alliance de la beauté des idées à celle de la forme. Alain Bosquet a parlé de « ro-

man camusien ». Il a raison. Ce qui a paru, à certains, pour de la sécheresse coupable, n'est que le souci de tout dire dans le minimum de mots. Je me plais à reconnaître que le résultat est concluant. Ce roman, bref, incisif, renferme des éclats peu communs, aussi étonnants que ceux qui sortent d'un diamant. Encore faut-il savoir braquer le bon éclairage.

Que de qualités me direz-vous. Oui, il y en a dans ce roman. Je me plais à le dire, à le souligner, parce que c'est rare. Le prix Sainte-Beuve est une juste récompense. D'ailleurs il a été souvent bien attribué. Cependant s'il existait un prix Albert Camus, et si j'étais membre du jury, je le donnerais sans conteste possible à Michel Breitman pour son très beau livre. A quand le suivant de cette trempe ?...

Avant de clore cette chronique, je me permets de vous présenter mes meilleurs vœux pour la nouvelle année.

(1) Les Editions Denoël.

Eric Johansson.

Vient de paraître

ROMANS

CES SALAUDS DE BLANCS, David Lytton (traduit de l'anglais). — Un certain racisme blanc qui accouche du racisme noir (Ed. Gallimard).

DOCUMENTS

CHINE-U.R.S.S. La fin d'une hégémonie, de François FEJTO. — I. Les origines du grand schisme communiste, 1950-1957 (Plon).

Un ouvrage utile pour débrouiller la genèse du conflit sino-russe. Cent cinquante pages de documents chinois et russes complètent une analyse qui passe en revue les étapes du conflit jusqu'à la conférence des quatre-vingt-trois partis où se débattit la question de l'unité et du polycentrisme.

L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LA CULTURE SOUS LA COMMUNE, de Maurice DOMMANGET (Editions de l'Etoile, 28, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 174 pages, 8 F 20).

Admirable tableau, fortement documenté, des efforts de la Commune de 1871 pour réorganiser l'instruction publique selon les vœux des socialistes. La guerre civile imposée par les Versaillais empêcha des réalisations suivies, mais on peut s'inspirer encore aujourd'hui des principes que les communards mirent en œuvre : laïcité, universalité, liaison avec le travail, gratuité. En 1965, nous sommes encore loin de compte !

ARMES NUCLEAIRES, de J.-M. LORRY. Préfaces de B. Russel et L. Pauling (Editions Gédalge, 75, rue des Saints-Pères, 72 pages).

Publiée par l'Association pour le désarmement général et le progrès social, cette excellente brochure, bien documentée, doit être largement répandue. Elle montre à quels massacres conduisent toutes les politiques nucléaires, française, russe, chinoise, américaine et autres.

LES PIONNIERS DE L'ESPACE, Ernest Klee et Otto Merk, avec une préface de Von Braun. — Une étude des archives se-

crètes allemandes retenues pendant longtemps par les Américains. Elles dévoilent une phase du développement d'une technique mise au service des destructions terrifiantes, mais qui annonçait l'ère des voyages spatiaux. — Ed. Albin Michel.

POESIE

FELIX LECLERC, par Luc Bérimont. — Un choix de textes et de chansons d'un poète canadien. — Ed. P. Seghers.

En Bref...

Jeanne Moreau

Dans la collection « Vedettes de Cinéma », Michel Lacroix vient de signer une nouvelle monographie : celle de Jeanne Moreau. Le texte n'est pas très copieux, mais c'est une intelligente contribution à la connaissance d'une comédienne qui reste d'abord une femme, soucieuse d'atteindre « une certaine perfection de soi-même ». C'est dire qu'il nous change des potins de magazines et des révélations fantaisistes. Le recueil est de plus agréablement et largement illustré.

(Edit. J.-J. Pauvert, 7,50 F).

• Au C.A.S.

Trois séances intéressantes, sous l'égide du « Comité d'action du Spectacle », en janvier : le 12, au cinéma Artistic (à 20 h. 30) : Qui êtes-vous, M. Sorge ?, d'Yves Ciampi ; le 19, Les Chardons du Baragan, de Louis Daquin (à l'Artistic) ; le 26, Tu ne tueras point, de Claude Autant-Lara (au cinéma Savoie, 179, boulevard Voltaire).

DISQUES

Le premier nous donne avec Arthur Grumiaux, deux concertos pour violon. Le concerto N° 3 de Saint Saëns qui demande à l'instrumentiste et à l'instrumentiste le maximum de technique sous une forme agréable. Le concerto N° 5 de Vieuxtemps qui est très beethovénien et qui demande d'être joué « généreusement ». Grumiaux se sort magnifiquement des embûches du premier et joue le deuxième avec l'élan nécessaire. (Philips mono et stéréo N° 835.253.)

Roland Douatte nous donne un bon concert de musique baroque avec une œuvre inédite de Corelli et une bonne version du concerto pour 4 violons qui avait disparu du catalogue, version que vous pourrez comparer avec celle pour clavier qu'en fit J.S. Bach (BWV 1.065). L'équilibre est toujours soigné, les tempos parfaits, la fidélité remarquable. Il y a toutefois un léger bruit de surface avec les très bons appareils riches en aigus. Deux concertos grossos d'Alessandro Scarlatti, le père de Domenico, complètent heureusement ce disque agréable. (Critère mono et stéréo 5186.)

La firme Critère crée une nouvelle

collection « Splendeur des cuivres », dont le premier disque consacré à Témann et à Vivaldi justifie pleinement le titre. Barboteu et Coursier, cors, Pierlot hautbois et André trompette, c'est un critère (pardon). Passage excellent et bruit de surface nul cette fois. A conseiller aux amateurs de jazz qui désirent écouter de la trompette classique.

Pierre Bourgeois.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 6 au 12 janvier

UNE FEMME
MARIÉE

HALTE AUX SPECULATEURS

HALTE AU POUVOIR PERSONNEL

HALTE AUX AFFAIRISTES

HALTE AUX PROFFTEURS

**PARTICIPEZ A LA DEMOCRATIE LOCALE
AUX ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 65**

LISTES UNIES

DES FORCES DE TOUTE LA

GAUCHE

81 RUE MADEMOISELLE PARIS 15°



IMPRIMERIE SPECIALE DU P.S.U.

Chaque semaine lisez

TRIBUNE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ